



**REGLEMENTS  
&  
CONSEILS TECHNIQUES  
POUR LA PRODUCTION  
DE PLANTS MARAICHERS  
DE QUALITE**



**Partenaires financiers**



**Partenaires techniques**



Groupement  
National  
Interprofessionnel  
des semences et plants





# **REGLEMENTS ET CONSEILS TECHNIQUES POUR LA PRODUCTION DE PLANTS MARAICHERS DE QUALITE A L'ILE DE LA REUNION**

Xavier FABREGUES, ARMEFLHOR  
Coordonnateur

**Rédacteurs :**

Emmanuel RIVIERE, ARMEFLHOR  
Yann BOURGLAN, ARMEFLHOR

**Photos :**

Xavier FABREGUES

**Avec la collaboration technique de :**

Daniel GUILLAUMIN, SPV  
Gilles WUSTER, SPV

Pierre TILMA, Chambre d'Agriculture

Michel ROUX-CUVELIER, CIRAD  
Philippe RYCKEWAERT, CIRAD

Olivier GAMBIN, FDGDON

Linda TILL, GNIS-SOC

ARMEFLHOR,  
1, rue Presbytère  
97410 SAINT-PIERRE  
Tél : 02 62 96 22 60  
Fax : 02 62 96 22 61  
Email : [info@armeflhor.asso.fr](mailto:info@armeflhor.asso.fr)



## SOMMAIRE

OBJECTIF, REMERCIEMENTS, ADRESSES UTILES .....	1
HISTORIQUE .....	2

### PREMIERE PARTIE : LA REGLEMENTATION

1 – INTRODUCTION .....	3
2 – L'INSCRIPTION .....	3
3 – L'AGREMENT .....	3
4 – LE CONTROLE .....	6
5 – LES REGLEMENTS TECHNIQUES .....	6
6 – SANCTIONS .....	8
7 – CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA REGLEMENTATION .....	8

### DEUXIEME PARTIE : PRECONISATIONS POUR L'APPLICATION DES REGLEMENTS TECHNIQUES DU SOC A LA REUNION

<b>1 – LA QUALITE SANITAIRE .....</b>	<b>9</b>
1.1 – LA STRUCTURE DE PRODUCTION .....	9
1.2 – LES MESURES PROPHYLACTIQUES .....	10
1.3 – LA LUTTE CHIMIQUE .....	14
<b>2 – LA QUALITE PHYSIOLOGIQUE DES PLANTS .....</b>	<b>14</b>
2.1 - QU'EST QU'UN BON PLANT POUR UN MARAICHER .....	14
2.2 - PRINCIPAUX FACTEURS JOUANT SUR LA QUALITE .....	15
2.3 - PRINCIPE DE BASE DE LA FERTILISATION .....	15
<b>3 – L'AUTOCONTROLE .....</b>	<b>17</b>
3.1 – RAPPEL .....	17
3.2 – EXEMPLE D'AUTOCONTROLE .....	18
3.3 – CONCLUSION .....	22
<b>4 – LA TRACABILITE .....</b>	<b>22</b>
4.1 - OBJECTIF .....	22
4.2 - DEMARCHE .....	22
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXES 1 à 4 : Textes réglementaires français .....</b>	<b>26 à 39</b>
<b>ANNEXES 5 : Règlement technique et règlement technique annexe du contrôle     de la production des plants de légumes issus de semences .....</b>	<b>41 à 58</b>
<b>ANNEXE 6 : Liste des principaux produits désinfectants utilisables en serres .....</b>	<b>60 à 61</b>
<b>ANNEXE 7 : Lutte chimique contre les ravageurs et maladies présents sur plants maraîchers .....</b>	<b>63 à 64</b>

## Objectif de cet ouvrage

Cet ouvrage est destiné principalement aux pépiniéristes ou futurs pépiniéristes maraîchers, aux techniciens agricoles ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent à ce secteur d'activité.

Il a pour but de présenter en termes simples les différents aspects des règlements en vigueur et surtout d'apporter quelques conseils techniques qui doivent permettre de produire des plants de qualité et sains dans le respect de la législation.

## Remerciements

Nous tenons à remercier ici tous les organismes et personnes qui ont contribué à la réussite de ce programme et notamment :

- les pépiniéristes volontaires et engagés dès le départ dans cette démarche : Guy-Michel HOARAU, Joseph AVRIL, Olivier PRUGNIERE, Jean-Bernard FONTAINE et Eric PICARD ;
- nos partenaires financiers : le Département Réunion et l'ODEADOM ;
- nos partenaires techniques enfin : le SPV, la FDGDON, le CIRAD, la Chambre d'Agriculture et le SOC.

## **ADRESSES UTILES**

**ARMEFLHOR**, 1 rue Presbytère, 97410 SAINT-PIERRE.

☎ : 02 62 96 22 60 - 📠 : 02 62 96 22 61

**CHAMBRE D'AGRICULTURE**, BP 134, 24 rue de la Source, 97464 SAINT-DENIS.

☎ : 02 62 64 25 94 - 📠 : 02 62 21 06 17

**CIRAD**, Pôle de Protection des Plantes, 97410 SAINT-PIERRE.

☎ : 02 62 49 92 00 - 📠 : 02 62 49 92 93

**FDGDON**, 23 rue Jules Thirel, 97460 SAINT-PAUL

☎ : 02 62 45 20 00 - 📠 : 02 62 45 25 42

**GNIS-SOC**, 44 rue du Louvre, 75001 PARIS.

☎ : 01 42 33 51 12 - 📠 : 01 40 28 40 16

**SPV**, Pôle de Protection des Plantes, 97410 SAINT-PIERRE.

☎ : 02 62 33 36 60 - 📠 : 02 62 33 36 08

## HISTORIQUE

L'apparition et la propagation de différents virus tels que le TYLCV et le TSWV au champ, ont soulevé le problème de la qualité phytosanitaire des plants issus des pépinières maraîchères.

C'est ainsi que dans le cadre du programme sectoriel fruits et légumes 98/99, un comité informel (le Comité de Suivi des Pépinières Maraîchères) constitué de l'ARMEFLHOR, du CIRAD, de la Chambre d'Agriculture, de la FDGDON et animé par le SPV a proposé un programme d'actions afin d'améliorer la qualité des plants maraîchers produits à la Réunion.

Ce programme, agréé par l'ODEADOM et le Département Réunion comportait notamment l'embauche d'un technicien ARMEFLHOR pour le conseil et suivi des pépiniéristes, des aides spécifiques destinées aux pépiniéristes pour les investissements et l'adaptation de différentes techniques de production aux conditions réunionnaises par des expérimentations conduites par le CTEA de l'ARMEFLHOR.

La démarche du comité a été de s'appuyer sur les textes, décrets et règlements en vigueur, qui définissent différents critères à respecter en vue d'obtenir un plant de qualité.

De 1999 à 2001, le travail a consisté à sensibiliser progressivement les pépiniéristes à une démarche de qualité grâce à un suivi individuel et des formations collectives.

En outre, ce programme a permis la validation, puis la mise en place de structures spécifiques, adaptées aux conditions locales : serres rigides, sas insect-proof, pédiluves...

Enfin de nouveaux itinéraires techniques ont été proposés, après expérimentations : choix des volumes alvéolaires, substrats, gestion du climat sous serres...

C'est ainsi qu'à l'issue de ce travail, après deux missions du SOC en 2000 et 2001 et pour la première fois dans un DOM, quatre pépiniéristes ont été agréés par le Ministère de l'Agriculture pour la production et la vente de plants maraîchers.

## PREMIERE PARTIE : LA REGLEMENTATION

### 1- INTRODUCTION

L'optimisation des rendements, la bonne qualité des productions maraîchères, dépendent de la qualité physiologique, mais surtout de l'état phytosanitaire des plants utilisés.

Différents textes législatifs et réglementaires français et européens ont fixé un certain nombre de règles et de procédures à respecter afin de garantir la qualité des plants maraîchers vendus, et notamment.

*Au niveau européen (textes disponibles auprès du SOC Réunion) :*

- ◆ la directive 92-33 du 28 avril 1992 ;
- ◆ la directive 93-61 du 2 juillet 93 ;
- ◆ la directive 93-62 du 5 juillet 93.

*Et au niveau français :*

- ◆ le décret 93- 1259 du 10 novembre 1993 (voir texte complet en annexe 1) ;
- ◆ le décret 94-510 du 23 juin 1994 (voir texte complet en annexe 2) ;
- ◆ l'arrêté du 1 décembre 1994 (voir texte complet en annexe 3) ;
- ◆ les arrêtés du 6 novembre 1995 (voir texte complet en annexe 4) ;
- ◆ les règlements techniques (voir texte complet en annexe 5) ;

### 2- L'INSCRIPTION

En application du décret 93-1259 du 10 novembre 93 : titre 1 - article 5, les entreprises produisant et commercialisant des jeunes plants maraîchers issus de pépinières doivent être inscrites sur les

registres officiels du contrôle phytosanitaire du Service de la Protection des Végétaux.

*Dès leur inscription, les entreprises doivent :*

- ◆ mettre à disposition des agents habilités, un certain nombre de documents permettant de vérifier le respect des mesures de contrôle et de protection des végétaux.
- ◆ informer les services chargés de la protection des végétaux de toute apparition atypique d'organismes nuisibles ou de toutes autres anomalies.

### 3- L'AGREMENT

En application du décret 94-510 du 23 juin 1994 et de l'arrêté du 6 novembre 95, en plus de l'inscription au SPV, tout pépiniériste doit obtenir un agrément.

Cet agrément est délivré par le Ministère de l'Agriculture, sur avis du Service Officiel de Contrôle (SOC) après enquête technique chez le demandeur.

*Cet agrément est accordé à chaque pépiniériste, sous les conditions suivantes :*

- ◆ qu'il mette en place une procédure de contrôle de la qualité de sa propre production, avec recours dans des cas déterminés à un laboratoire d'analyses agréé ;
- ◆ qu'il laisse l'accès libre à tout moment, dans ses locaux aux agents chargés du contrôle ;
- ◆ qu'il informe immédiatement le SOC en cas de présence de l'un des organismes nuisibles de quarantaine et de qualité ;



- ◆ qu'il prenne immédiatement les mesures prescrites et tienne un registre de tous les incidents de ce type et de toutes les mesures prises à cette occasion ;
- ◆ qu'il assure l'homogénéité des lots commercialisés ;
- ◆ et qu'il respecte les conditions particulières relatives à l'étiquetage.

***Les règlements techniques du SOC général et annexe homologués dans l'arrêté du 6 novembre 1995, apportent sur ces différents points les précisions suivantes :***

- ☛ Le pépiniériste s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à tous les stades de production et de la commercialisation, répondant aux normes minimales de qualité définies dans le règlement technique annexe ;
- ☛ Le pépiniériste effectue lui-même ou fait réaliser par un organisme officiel de contrôle, les points de contrôle suivants :

*a) Identification des points critiques de son processus de fabrication.*

- Qualité des semences ou des plants ou matériels de multiplication utilisés pour le démarrage de la production.
- Semis, repiquage, greffage, éclatement, bouturage, plantation.
- Identification des organismes nuisibles de quarantaine.
- Méthodes de culture.
- Entretien général des végétaux.
- Opération de multiplication.
- Opérations de récolte.
- Hygiène.
- Traitement.
- Emballage.

- Stockage.
- Transport.

*b) Elaboration et mise en œuvre de méthodes de surveillance et de contrôle de ces points critiques.*

*c) Prélèvements en cas de doute d'échantillons en vue de leur analyse par le SPV,*



*Analyse en laboratoire d'un plant douteux*

*d) Enregistrements par écrit des données visées aux points a, b et c.*

*e) Tenue d'un registre de la production et de la commercialisation des plants mis à la disposition du SOC, sur sa demande.*

- ☛ Le pépiniériste s'engage à ce qu'une personne de son établissement, possédant une expérience technique de la production végétale et des questions sanitaires, se tienne à la disposition du SOC.

- ☛ Le pépiniériste s'engage à tenir à la disposition du SOC le numéro de référence du lot de semences utilisées, à moins que ce numéro ne soit indiqué sur le document qui accompagne le matériel.

# Les SERRES BN sont distribuées par :

## Cane

Société COOPERATIVE AGRICOLE DU NORD-EST

- Serres BN
- Irrigation KULKER
- Engrais solubles
- Semences
- Etc...



2, cour de l'usine Ravine Creuse  
97440 Saint André  
Tél. : 0262 58 57 57 – Fax : 0262 58 57 58

**Robustesse des structures mises à l'épreuve  
du temps dans des conditions difficiles**

### ADRESSE & COORDONNEES DU PEPINIERISTE

FACTURE N° 325

#### Client Divers

Nom : HOARAU Marius  
Adresse : 27 rue des Cocotiers  
Saline les Hauts  
Code Postal : 97422 – Ville : La Saline

Date : 22/11/2002  
Commande N° 253

Téléphone : \_\_\_\_\_

Quantité	Désignation	Prix/Unité	Total TTC
5000	Farmers lots ACO – 1187	0,07 €	350,00 €
300	Pastèque Flower Montaine Lot n° 00477	0,16 €	48,00 €
	Qualité CE N° d'agrément GNIS 1303		

Sous-total HT 398,00 €

Taux de TVA	2,10 %	8,36 €
Arrhes CA n° 127		50,00 €

Montant à régler

356,36 €

Paiement  
Espèce  
Chèque : CA n° 133

Exemple de facture comportant toutes les mentions obligatoires



#### 4- LE CONTROLE

En application de l'article 2 du décret 94-510 du 23 juin 1994 :

les plants qui ne remplissent pas les conditions minimales de qualité, ne peuvent être commercialisés.

Les organismes chargés du contrôle sont le SOC, par l'intermédiaire du contrôleur mandaté et le SPV, qui vérifient chez les producteurs de jeunes plants, la conformité de leur production, du début à la fin de la chaîne de production, afin de valider la qualité variétale, physiologique et phytosanitaire des plants.

Cette validation est attestée par des mentions officielles portées sur le document commercial (voir paragraphe 5.2).

Les contrôles officiels du SOC sont réalisés plusieurs fois par an chez les pépiniéristes.



Contrôle SOC en pépinière

#### 5- LES REGLEMENTS TECHNIQUES

Les contrôles officiels du SOC visent à apprécier le respect des règlements techniques général et annexe. (voir en annexe 5)

Ces règlements, qui reprennent l'ensemble des textes législatifs français et européens doivent servir de base de travail aux pépiniéristes.

Ils s'appliquent à un certain nombre d'espèces légumières dont la liste figure dans ces règlements techniques.

Outre les engagements pris lors de l'agrément et qui sont rappelés dans ces règlements, les pépiniéristes sont tenus de respecter les points suivants :

##### 5.1- Organisation de la production

###### ★ Identification des lots

Chaque lot de plants est identifié. Cette identification doit être enregistrée et conservée. Elle doit permettre d'apporter des informations sur le lot de semences d'origine, l'espèce, la variété, l'itinéraire technique suivi.

###### ★ Locaux, équipements de production, techniques de production

Tout doit être mis en œuvre pour permettre une croissance correcte des plants aussi bien au niveau de l'état physiologique que sanitaire.

##### 5.2- Organisation de la commercialisation

Les règles relatives à l'étiquetage doivent être respectées.

Ainsi, conformément à l'arrêté du 1er décembre 94, le document d'accompagnement des plants commercialisés doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la mention « qualité CE » (voir plus bas)
- la mention « FR » ou « F »
- la mention « SOC »
- le numéro d'agrément
- le nom du pépiniériste
- le numéro individuel de série, de semaine ou de lot
- la date de délivrance du document
- le nom botanique ou le nom commun de l'espèce
- le nom de la variété
- la quantité

- le numéro de référence du lot de semences dont sont issus les plants, à moins que ce numéro ne soit tenu à la disposition du SOC
- la mention « greffés » le cas échéant
- la désignation du porte-greffe le cas échéant
- le pays de récolte de plants provenant de pays tiers.

### 5.3- Normes

Dans le cadre de la réglementation communautaire et française, les plants maraîchers de pépinières doivent répondre soit à la qualité CE, qui représente le niveau minimal obligatoire, soit à la qualité certifiée.

#### Qualité CE

Elle implique :

- Des plants, au moins par observation visuelle, en grande partie indemnes d'organismes nuisibles de qualité et de leurs symptômes. (voir liste dans le règlement technique annexe en annexe 5)
- Des plants indemnes des organismes de quarantaine, c'est-à-dire de tout organisme interdit d'introduction à la Réunion ou faisant l'objet d'une lutte obligatoire.
- Sur le plan physiologique et morphologique, les plantes doivent être en grande partie exemptes de défauts susceptibles de réduire leur valeur en tant que plant ou matériel de multiplication.
- Sur le plan génétique, les plants doivent d'une part avoir l'identité appropriée, faire l'objet d'un système de marquage en vue de recevoir la bonne dénomination et être maintenus dans des conditions propres à préserver cette identité.  
D'autre part, ils doivent présenter un degré de pureté suffisant quant à la variété. Dans le cas des porte-greffes, ce degré de pureté n'est pas exigé.

#### Qualité certifiée

La certification, plus contraignante que le niveau CE, exige l'application de mesures supplémentaires, dans un cahier des charges des variétés s'y affèrent.



Mur de stolons (Fraisimotte®)

Un règlement technique homologué par le Ministre chargé de l'Agriculture et de la Pêche, après avis du Comité Technique Permanent de la Sélection des plantes cultivées, précisera pour chacune des catégories les critères ci-dessous :

- ☛ Les méthodes de production et de culture réduisant au maximum les risques d'infection.  
(exemple: cahier des charges FRAISIMOTTE®) ;
- ☛ Le nombre de génération admis ;
- ☛ Les modalités de contrôle de l'état sanitaire ;
- ☛ Les conditions de qualité physiologique et morphologique, d'authenticité du matériel destiné à être commercialisé.

Tous ces points font l'objet d'un contrôle par l'organisme officiel responsable (le SOC pour les semences, plants de légumes, fraisiers ... ).

## 6- SANCTIONS

En application de l'article 10 du décret 94-510 du 23 juin 1994 :

- si la surveillance et les contrôles effectués par le SOC mettent en évidence que les plants ne sont pas conformes aux qualités minimales requises, celui-ci est habilité à prescrire toute mesure appropriée pour que les plantes en cause soient rendues conformes à ces conditions, ou, à défaut, prononcer l'interdiction de leur commercialisation ;

- il appartient au Ministre chargé de l'Agriculture de prononcer le cas échéant des suppressions d'agréments.

Toutes ces mesures peuvent être levées, dès la remise en conformité.

## 7- CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA REGLEMENTATION

Trois points essentiels sont à retenir.

**Premier point :**

- ◆ Le pépiniériste doit tout mettre en œuvre pour produire des plants de qualité tant au niveau variétal, physiologique que sanitaire.

Investissements spécifiques, outillages et équipements adaptés, itinéraires techniques précis, mesures prophylactiques... tout doit concourir à la production d'un bon plant.

**Deuxième point :**

- ◆ Le pépiniériste doit mettre en place une procédure d'autocontrôle de son processus de fabrication.

Identification des points critiques, surveillance, analyses, enregistrements des opérations : ces démarches doivent permettre d'éviter les erreurs majeures ou au moins d'en limiter les conséquences.

**Troisième et dernier point :**

- ◆ Les lots de plants vendus doivent être identifiés.

C'est un élément important de la traçabilité. Celle-ci permet en cas de problème (en cours de production ou même après la vente) de remonter l'ensemble du processus de fabrication, pour éventuellement retrouver la cause du problème et y remédier.



Traçabilité : identification claire de chaque lot

## DEUXIEME PARTIE : PRECONISATIONS POUR L'APPLICATION DES REGLEMENTS TECHNIQUES DU SOC A LA REUNION

### 1- LA QUALITE SANITAIRE

Les conditions particulières de la Réunion (pression parasitaire importante, risques climatiques, densité et diversité des exploitations maraîchères), nécessitent la mise en place de moyens et de méthodes de travail adaptées pour atteindre les objectifs de qualité visés.

#### 1.1. La structure de production

##### • *Caractéristiques*

Le choix doit s'orienter vers des structures répondant aux spécificités suivantes :

- ☛ Résister aux vents violents : au moins à 180 km/h, ce qui implique la mise en place de structure rigide.
- ☛ Etre complètement hermétiques (insect-proof) : en effet la présence de ravageurs à proximité des pépinières induit un risque de contamination important.
- ☛ Etre équipées d'ouvrants ou, et d'extracteurs d'air capables de limiter les températures trop importantes.

Il est par ailleurs préférable d'investir dans une structure de type pieds droits, favorisant les déplacements, les aménagements, les possibilités d'équipement et la gestion du climat.

#### Implantation et aménagement

##### • *Orientation*

Bien positionner la pépinière en fonction des cultures environnantes (elle ne doit pas être sous le vent d'une culture maraîchère de plein champ).



Exemple de structure imperméable à toute entrée d'organisme nuisible :

- utilisation de sas insect-proof obligatoire.
- ouvertures nécessaires pour le refroidissement de la serre hermétiques aux entrées d'insectes (filet insect-proof).

##### • *Pédiluve*

Positionner à l'entrée du tunnel un grattoir et un bac de faible profondeur contenant une solution désinfectante (voir tableau en annexe 6). Ceci pour éviter l'introduction de terre contaminée par différents parasites du sol comme *Ralstonia solanacearum* (responsable du flétrissement bactérien). Renouveler la solution régulièrement selon les préconisations du fabricant.

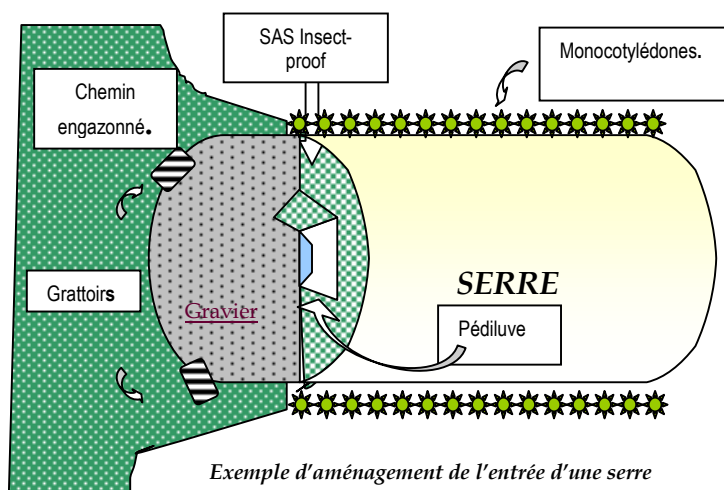
Tous les intervenants devront tremper leurs semelles dans le pédiluve avant d'entrer dans le tunnel.

Afin de le rendre plus facile d'utilisation, on peut disposer un carré de mousse dans le pédiluve, on le traversera alors plus rapidement, en ne mouillant que la partie inférieure de la chaussure.

Il est conseillé de ne pas laisser de terre devant les entrées à l'extérieur des tunnels (étaler une couche de tout-venant ou engazonner les abords).



Gérer la canalisation des eaux de ruissellement en cas de fortes pluies afin d'éviter que la serre ne soit inondée.



## 1.2- Les mesures prophylactiques

### 1.2.1- Définition

La prophylaxie c'est avant tout :

- Un ensemble de mesures complémentaires à toutes stratégies de lutte phytosanitaire choisies (lutte chimique, lutte physique, lutte génétique, lutte biologique, lutte raisonnée).
- Un facteur déterminant et indispensable dans la réussite de la lutte contre les ennemis des cultures.

La démarche implique au préalable :

- La **prévision** des risques phytosanitaires.
- La **surveillance** régulière et rigoureuse.
- La **détection** rapide des sources de maladies et de ravageurs.
- La **communication** au sein de l'exploitation.

### 1.2.2- Agir sur les réservoirs potentiels des ennemis des cultures

Il s'agit ici de reconnaître et d'éliminer les foyers de maladies et de ravageurs.

## Le substrat

Il faudra veiller à :

- Utiliser des substrats du commerce aux normes CE
- Stocker les substrats sur bâche dans des lieux clos, en évitant tout contact direct avec le sol.

Ennemis pouvant être conservés dans le substrat : mauvais emballage, délai d'ouverture ou de stockage dépassé...

Maladies	Ravageurs
<i>Pythium</i> (fonte de semis, dépérissement et pourriture)	Nématodes
<i>Phytophthora</i> (fonte de semis, mildiou et pourriture)	Thrips (nymphes)
<i>Rhizoctonia</i> (fonte de semis et pourriture)	Mouches mineuses (pupes)
<i>Fusarium</i> (fonte de semis, flétrissement et pourriture)	Chenilles terricoles
<i>Verticillium</i> (flétrissement)	Vers blancs ...
<i>Didymella</i> (dépérissement)	
<i>Ralstonia solanacearum</i> (flétrissement bactérien)	

## L'eau

a) Au moment des vides sanitaires :

- Désinfecter le réseau d'irrigation avec une solution acide (pH 2) puis rincer à l'eau claire.
- Laver les bacs de fertilisation avec une solution désinfectante.

b) En cas de risque de flétrissement bactérien

- Désinfecter l'eau d'irrigation.

La contamination des citernes et de la culture par les eaux de ruissellement constitue le principal risque bactériologique à prendre en compte. En effet, celle-ci peut également (au même titre que le sol) renfermer du flétrissement bactérien (danger pour les plants de solanacées).



Pour lutter contre les risques de contamination, la seule solution réside dans la désinfection préalable de l'eau d'irrigation. Il existe plusieurs systèmes possibles pour cette désinfection :

- La chloration avant l'envoi en culture ,
- Le traitement aux UV,
- Le traitement à l'eau oxygénée.

Ces investissements sont coûteux mais peuvent parfois s'avérer indispensables.

☛ Contrôler la qualité de l'eau (voir SPV).

### **Les plantes hôtes sensibles (cultures et mauvaises herbes)**

☛ A l'extérieur des serres

Eviter si possible d'implanter des cultures maraîchères de plein champ à proximité des serres.



Désherbage autour des serres : destruction des foyers potentiels d'infestation

Détruire les foyers d'infestation potentiels proches par un désherbage qui devra être répété régulièrement car les mêmes adventices recoloniseront rapidement l'espace libéré.

La meilleure stratégie semble être une implantation de graminées comme la trainasse, la canne fourragère ou la citronnelle qui ne sont hôtes d'aucun ravageur ou maladie des cultures maraîchères. Certaines plantes peuvent même servir de plantes relais dans le cadre d'une lutte biologique (exemple : le Chloris ou le maïs servant de plantes relais aux parasitoïdes de pucerons).

☛ A l'intérieur des serres

Veiller à éliminer toutes les mauvaises herbes.

### **1.2.3- Agir sur la dissémination des ennemis des cultures**

#### **Gestion des hommes**

☛ **Personne étrangère à l'entreprise :**

Interdire l'entrée dans les serres à toutes personnes extérieures à l'entreprise ;  
En cas de nécessité, exiger alors le port de sur-bottes ou de sacs pour les chaussures.

☛ **Personnel de l'entreprise :**

Proscrire les déplacements des zones de cultures vers les pépinières de plants.

Penser à se laver régulièrement les mains avec du savon ou un produit désinfectant adapté.

Utiliser si possible une blouse ainsi que des bottes ou sur-bottes avant d'entrer dans la serre.

Raisonner les déplacements dans les abris et d'un abri à un autre.

☛ **La livraison des plants au client : une phase délicate**

Rappeler aux clients, l'obligation de respecter les dates de livraison.

Interdire à toute personne étrangère à la structure de pénétrer dans les serres.

Il en est de même pour le matériel des clients utilisé pour le conditionnement des plants.

Tout matériel étranger à la structure ne pourra y être entreposé sans désinfection préalable (voir liste des produits utilisables en annexe 6).



Livraison des plants :  
le client reste à l'extérieur des serres

Les échanges entre clients et producteurs de plants ne se feront que dans le sas d'entrée, voire à l'extérieur de celui-ci.

Le pépiniériste devra donc acheminer les plants à l'intérieur du sas et refermer la porte de séparation côté serre.

Le client utilisera ensuite ses propres caisses s'il s'agit de plants en mottes compressées pour effectuer le transfert des plants vers son véhicule.

Pour les plants en plaques alvéolaires rigides, le client pourra récupérer directement les plaques du pépiniériste dans le sas d'entrée, mais lors du retour de celles-ci, le pépiniériste devra impérativement les désinfecter.

## Gestion du matériel

Ne pas faire rentrer de caisses non désinfectées dans les serres.

Désinfecter régulièrement et fréquemment tout le matériel utilisé dans la serre : chariots, rempoteuses, caisses de récolte, godets, plaques, petits outillages... (voir liste des produits utilisables en annexe 6).

Couvrir les bacs de solution fertilisante.

Isoler du sol nu la culture : tablettes de surélévation, sol bétonné, film plastique suivant les techniques employées :

☛ L'utilisation de plaques rigides permettra au producteur de les disposer sur des tablettes de surélévation.

☛ L'utilisation de mottes compressées pouvant s'effectuer à même le sol imposera la mise en place d'un film plastique étanche sur le sol ou de bétonner la structure, limitant toute contamination des plants par celui-ci.

Le sol devra être désinfecté régulièrement (voir liste en annexe 6).

Mettre en place des panneaux englués bleus et jaunes (densité : 1 pour 50 m<sup>2</sup>) pour vérifier l'éventuelle présence d'insectes nuisibles. Les placer à proximité des entrées et à 10 cm environ au dessus des cultures. Les renouveler régulièrement.

## Gestion des serres

Bien vérifier l'état de l'insect-proof : sas et ouvrants, notamment.



Vérification de l'étanchéité des toiles insect-proof

Penser à refermer les sas avant toute intervention ou opération culturale dans la serre.

Nettoyer la serre :

- ◆ Enlever tous les débris végétaux.
- ◆ Laver complètement les serres (le sol, les côtés, le toit), avec un bon détergent, rincer, puis les désinfecter avec un produit désinfectant (voir liste des produits utilisables en annexe 6).

NB : il est possible de désinfecter en brûlant au gaz toutes les parties bétonnées ou métalliques de la serre.

Effectuer, à chaque fois que cela est possible, un vide sanitaire d'au moins 15 jours.

Augmenter alors la température sous les serres, une fois la culture précédente éliminée (éclosion rapide des pupes de mouches mineuses : 9 jours à 25°C et de nymphes de thrips : 1,4 jours environ à 30°C) avant d'appliquer un traitement désinfectant. (voir tableau en annexe 6)

Nettoyer régulièrement la station de fertilisation.

## Gestion des plants maraîchers

Utiliser des semences aux règles et normes CE.

Eliminer rapidement les plants malades, les débris végétaux. Les transporter dans des sacs fermés, puis les brûler ou les enfouir.

Eviter de transporter les plants secs, pour éviter de disséminer des morceaux secs un peu partout.

### Le cas particulier des espèces et variétés locales

Comme il est prescrit dans les règlements techniques du SOC, la qualité CE, impose l'utilisation de semences aux règles et normes CE.

Les semences locales (piment, aubergine, margoze...) devront être désinfectées. Utiliser pour cela de l'eau de Javel à 3° (exemple : 250 ml d'eau de javel à 12° pour 750 ml d'eau). Sécher ensuite les semences dans un endroit ombré et ventilé.

Un travail d'identification de ces matériels en vue d'une inscription est actuellement en cours au CIRAD.

Par ailleurs, il est recommandé de ne pas mélanger dans une même serre si possible, les plants issus de semences CE et de populations locales.

### La phase de durcissement

En cas de passage à l'extérieur préalable à la vente, la garantie sanitaire s'arrête avant la phase de durcissement. Il faut donc que l'acte d'achat se fasse avant.

### 1.3- La lutte chimique

La lutte prophylactique ne suffit pas toujours à garantir la qualité sanitaire des plants et il faut souvent recourir à une lutte chimique.

Cette stratégie de lutte s'articule autour de trois axes :

- ① Application de traitements préventifs systématiques sur certains organismes.
- ② Vérification de la présence ou non des principaux ravageurs et maladies suivant une méthodologie adaptée à chaque espèce.
- ③ Traitement curatif adapté en cas de nécessité.

Un tableau des produits utilisables est présenté en annexe 7



Traitement chimique à la rampe



Traitement manuel : pensez à la sécurité de l'applicateur

## 2- LA QUALITE PHYSIOLOGIQUE DES PLANTS

### 2.1- Qu'est-ce qu'un bon plant pour un maraîcher ?

Si l'aspect sanitaire est primordial, il ne faut pas pour autant négliger la qualité physiologique des plants. Ceci d'autant plus que les conditions de reprise au champ à la Réunion ne sont pas toujours optimales : délais parfois longs avant la plantation, irrigation irrégulière, sol plus ou moins bien travaillé, etc. Le pépiniériste doit donc fournir au maraîcher un plant capable de s'adapter à ces conditions difficiles.

En 2001, une enquête a été réalisée par l'ARMEFLHOR auprès de 57 maraîchers.

S'ils sont dans leur grande majorité satisfaits des plants qui leur sont fournis, 96 % reconnaissent pourtant subir des pertes non négligeables (ils sont plus de 50 % à estimer ces pertes à plus de 10 %).

Cette enquête a également permis de donner une définition du bon plant de tomate (espèce maraîchère la plus plantée à la Réunion) pour les maraîchers.

Un bon plant de tomate, c'est un plant qui possède :

- 3 à 4 vraies feuilles ;
- 10 à 15 cm de hauteur ;
- un feuillage vert sombre ;
- une tige durcie ;
- un système racinaire remplissant bien la motte.



Beau plant de tomate bien enraciné



## 2.2- Principaux facteurs jouant sur la qualité

A partir des résultats de cette enquête, le Centre Technique d'Expérimentation de l'ARMEFLHOR (C.T.E.A.), a conduit un essai en pépinière, de juillet à septembre 2001, pour cerner les principaux facteurs jouant un rôle prépondérant sur la qualité du plant de tomate.

Parmi ces facteurs, deux sont essentiels : le volume alvéolaire et le substrat employé.

Aussi l'essai a été conduit en comparant simultanément ces deux facteurs et ceci dans 2 sites différents (Saint-Pierre : 600 m, Saint-Louis 200 m) :

### ◆ Différents volumes alvéolaires :

- de 13 ml à 93 ml en plaques alvéolées (en tout 7 modalités)
- 37 ml et 64 ml en motte compressée.

### ◆ Deux substrats :

- La tourbe FLORADUR B, (mélange tourbe mixte + sable) ;
- La tourbe TKS1, tourbe blonde fine.

Il ressort de cet essai que quel que soit le volume alvéolaire, le développement physiologique des plants est meilleur sur FLORADUR B que sur TKS1. En revanche, au champ, et à volume égal, la reprise est meilleure sur TKS1, compte tenu de la meilleure capacité de rétention hydrique de ce substrat.

Par ailleurs, l'essai démontre bien que dans les plaques alvéolées, le volume racinaire augmente proportionnellement avec le volume de substrat.

Les plaques à petits volumes sont donc à déconseiller car elles favorisent le stress et la stagnation physiologique.

Les trop grands volumes sont donc également à éviter. Ils n'apportent qu'un léger bénéfice racinaire et une hauteur supplémentaire des plants qui peut être pénalisante.

Les mottes compressées entraînent un déséquilibre du plant entre sa partie aérienne sur-dimensionnée par rapport à son système racinaire peu développé, ce qui peut compromettre la reprise au champ en conditions difficiles.

Le gros avantage cependant des mottes compressées réside dans la mécanisation totale de l'opération.

En conclusion de cet essai, le meilleur équilibre système aérien/système racinaire peut être obtenu à l'aide de plaque à volume alvéolaire moyen de 44 à 57 ml (plaques alvéolées de 54 petits volumes, 77 ou 96).

Le choix du pépiniériste ou du maraîcher doit se faire alors en fonction des équipements existants, des surfaces disponibles, du temps d'élevage, destinés à la production de plants.

## 2.3- Principes de base de la fertilisation

L'itinéraire technique de fertilisation doit lui aussi être choisi en fonction des équipements existants, du conditionnement choisi (en plaques ou en mottes), du climat existant sous les serres de production, et surtout du client final (plantation en pleine terre ou en hors sol).



**LABORATOIRES A.C.I. INTERNATIONAL**

**HORTIBEL**

**PREVENTION PHYTOSANITAIRE  
POUR TOUS TYPES DE CULTURES HORS SOL**

Contre les algues, bactéries, champignons des circuits d'irrigation :  
**DESOGERME SP VEGETAUX (AMM 9800120)**

Contre le Pepino Mosaic Virus et autres virus phytopathogènes :  
**DESOGERME MICROSERRE (AMM 2000283)**

Une gamme de produits adaptés pour ARROSAGE,  
VIDE SANITAIRE, MATERIELS et STRUCTURES.

**AF AQ**



### 2.3.1- Caractéristiques physico-chimiques des substrats

La plupart des jeunes plants de pépinières produits à la Réunion sont plantés en pleine terre, et ils ne nécessitent donc pas de conduite particulière de la fertilisation. Qui plus est, les pépiniéristes utilisent des substrats déjà enrichis :

Le tableau ci-dessous synthétise les analyses effectuées par l'ARMEFLHOR sur ces différents substrats, entre 1997 et 2000 :

Substrat	Fournisseur	Distributeur	Description	Caractéristiques techniques				Utilisations
				PH eau	EC	Dispo eau	Dispo air	
KTS 1	Klasmann	Coroi	Tourbe blonde fine	6.2	0.3 - 0.5	25-30	20-25	Tourbe peu fertilisée
Floradur B + perlite	Floragard	Hortibel	Mélange tourbe mixte + sable + perlite Structure fine	6.0	0.3 - 0.4	20-25	15	Mélange peu fertilisé. Elevage de plants en plaques.
Steck-médium	Klasmann	Coroi	Tourbe blonde fine + 25 % perlite	5.6	0.6 - 0.7	35-40	20	Mélange moyennement fertilisé.
TKS 1	Floragard	Hortibel	Tourbe blonde fine	5.5 - 6.2	0.5 - 0.8	34	40	Tourbe moyennement fertilisée, pour jeunes plants non sensibles aux excès d'eau
TKS 2	Floragard	Hortibel	Tourbe blonde à structure moyenne	5.5 - 6.2	1.5	35	35	Tourbe fortement fertilisée à utiliser pour des plantes supportant un niveau élevé de fertilisation

Conductivité électronique en ms / cm sur l'extrait 1/1,5.  
Disponibilité en eau et en air en pourcentage volumique de l'échantillon à capacité en bac.

### 2.3.2- Fertilisation des plants maraîchers destinés au plein champ

Une fertilisation d'appoint s'avère cependant nécessaire notamment pour favoriser l'enracinement rapide des plants et plus tard leur reprise.

On utilisera des engrais à haute teneur en phosphore qui orientent la plante vers un développement racinaire important. Des engrais foliaires rapidement assimilables 10-52-10, Universal 12-36-12, 15-52-12, etc... sont appliqués à l'aide d'un pulvérisateur bien rincé au préalable à une dose maximale de 2 g/L

Les fréquences de fertilisation sont fonction des espèces et des sites. Dans la pratique, si il y a fertilisation, elle s'effectue le plus généralement de façon hebdomadaire ou à raison de 2 passages dans le cycle (1 semaine après la levée puis en dernière semaine avant plantation).

Les expérimentations menées en 2000 par le CTEA sur les différents équilibres nutritifs et les fréquences de fertilisation n'ont pas donné de différences significatives quant au développement des plants en pépinière.

La solution fertilisante devra avoir une conductivité de 0,8 et un pH inférieur à 6,3 sur la plupart des espèces maraîchères, sauf sur concombre où la conductivité devra être plus proche de 1,1-1,3.

Des engrais de croissance spécialement fabriqués pour la pépinière existent dans le commerce. Ils peuvent éventuellement être appliqués sur la fin du cycle d'élevage après les passages d'engrais d'enracinement, bien que cela ne soit pas indispensable.

### 2.3.3- Fertilisation des plants maraîchers destinés aux cultures hors sol

La fertilisation des jeunes plants destinés à des cultures hors sol doit être pilotée de manière spécifique.

Les pépiniéristes spécialisés métropolitains emploient en général des substrats en motte à teneur élevée en tourbe mixte (50-60 %), et brune (30 %), et à faible teneur en tourbe blonde (10-20 %). Celles ci sont au préalable fertilisées avec du pG Mix, du  $\text{CaCO}_3$ , et d'autres éléments spécifiques à chaque espèce comme le nitrate de chaux (salade et tomate), le molybdate (autres espèces).

## **3- L'AUTOCONTROLE**

### **3.1- Rappel**

Tous les pépiniéristes agréés s'engagent à réaliser un contrôle de leur propre production (voir en première partie page 5)

Ce contrôle peut-être réalisé par eux-mêmes ou par du personnel formé. Il consiste à :

- ◆ Identifier les points critiques de son processus de fabrication.
- ◆ Elaborer et mettre en œuvre des méthodes de surveillance et de contrôle de ces points critiques.
- ◆ Prélever en cas de doute des échantillons en vue de leur analyse par le SPV.
- ◆ Enregistrer par écrit les données visées aux trois points précédents

- ◆ Tenir un registre de la production et de la commercialisation des plants mis à disposition du SOC.

### 3.2- Exemple d'autocontrôle

Les tableaux présentés ci-après sous forme de « check-list » sont donnés à titre d'exemple.

Ils peuvent être repris, complétés et modifiés par les pépiniéristes pour mettre en œuvre leur propre autocontrôle

#### AUTO-CONTROLE SUR LA TRACABILITE VARIETALE

**Définir ce qu'est un lot de plants** : même variété, même numéro de lot de semences, même serre, même technique culturale.

Etablir la correspondance avec une commande client (facultatif)

Etape	Points critiques	Moyens de maîtrise	Enregistrements
. Prise de commande	. Informations transmises par le client	. Confirmation commande par écrit de la part du client. . Demander que le nom de la variété, la quantité et la date de livraison soient indiqués dessus.	. Tenue d'un document (ou fichier informatique) . Conserver les commandes écrites
	. Indisponibilités des semences de la variété en question	. Informer le client en cas d'indisponibilité	. Garder les traces de l'information et de la solution de rechange envisagée.
. Semis	. Identification des semences fournies par le client	. En cas de semences sans n° de lot, le pépiniériste va lui-même attribuer un n° de lot sans risque de redondance	. Enregistrer ce n° de lot
	. Identification des semis	. Identifier les semis par leur n° de lot, ou une autre identification permettant de retrouver la correspondance avec le n° de lot et la commande client	. Enregistrer les correspondances . Enregistrer les n° de lots des semences et les noms des fournisseurs
	. Semoir	. Prévoir un nettoyage complet	. Instructions vis-à-vis du technicien
. Phase d'élevage, repiquage, greffage	. Identification des plants	. Conserver l'identification attribuée lors du semis . Séparation matérialisée des lots dans la serre	
. Préparation commande	. Identification des lots fournis aux clients	. Document d'accompagnement reprenant le n° de lots de plants	. Double du document d'accompagnement conservé par le pépiniériste
. Réclamation client		. Pouvoir retrouver les autres clients livrés avec ce lot . Pouvoir remonter jusqu'au n° de semis, à partir du document d'accompagnement . Pouvoir retrouver le processus de production	

## AUTO-CONTROLE SUR LA QUALITE SANITAIRE

	Etape	Points critiques	Moyens de maîtrise	Enregistrements
Milieu environnement	Production	Environnement extérieur	. Désherbage des abords des serres (ou ensemencement avec une culture "neutre sanitaire"). . Absence de cultures légumières à proximité.	
		Déchets	. Les bennes de déchets doivent être fermées et rapidement éloignées du lieu de production	
		Personnes extérieures	. Interdire l'entrée à toutes les personnes étrangères sauf si elles appliquent les mesures prophylactiques	Inscrire les consignes concernant les règles d'entrée dans la serre
		Environnement intérieur	. Désherbage régulier . Plantes florales ou légumes doivent être produits dans une autre unité de culture	
Matières premières	Production	Terreau	. Utiliser du substrat présentant des garanties de la part du fournisseur (qualité sanitaire, composition...) . Le substrat doit être stocké dans un endroit clos sans contact avec le sol et si possible en sacs fermés	Enregistrer les commandes, les réceptions et les n° de lot de terreau
			. Vérifier que les semences reçues correspondent à la commande . Utiliser des semences présentant des garanties qualitatives de la part du fournisseur (règles et normes CE)	Enregistrer les noms d'espèces, variétés, origine, n° de lot Enregistrer les éventuelles anomalies constatées lors de la germination
		Semences	. Désinfecter les semences non identifiées comme étant "règles et normes CE"	
			. Identifier chaque lot de semences s'il n'y a pas de n° de lot indiqué par le fournisseur	Enregistrer ces nouveaux n° de lots attribués
			. Conserver les semences au froid	Enregistrer la date d'achat
			. Faire une analyse de germination en cas de doute (semences âgées)	Enregistrer les résultats

	Etape	Points critiques	Moyens de maîtrise	Enregistrements
Matières premières (suite)		eau	. Pratiquer des analyses sanitaires en cas de doute (eau de citerne, captage), conductimétrie, PH	Enregistrer les résultats
		traitements	. Formation de l'expert phytosanitaire	
			. Documentation à jour	
			. Aides des techniciens de la Chambre d'Agriculture . Conservation des produits de traitements dans un local ventilé et fermé	
Main d'œuvre	Production	Personnel	. Personnel affecté aux serres de production	
			. Formation du personnel : prophylaxie et reconnaissance des symptômes	. Enregistrer les formations suivies
			. Faciliter la communication sur les anomalies constatées par le personnel	. Enregistrer les constats d'anomalies et les mesures correctives prises pour y remédier.
		Décisions de traitements	. Personnel formé	. Enregistrer les traitements effectués
Matériel	Production	Environnement extérieur	. Serre insect-proof, sas . Pédiluve efficace ou sur-bottes . Produits pour désinfecter les mains	. Entretien de la serre
			. Désinfection des supports de cultures	. Enregistrer la date et les produits utilisés pour cette désinfection
			. Efficacité des produits utilisés	. Documentation - Techniciens Chambre d'Agriculture
			. Désinfection des caisses clients	. Inscrire les consignes pour le personnel pour tout ce qui concerne la désinfection du matériel.
			. Les caisses clients ou autres matériels provenant d'une autre structure de production de plants ou de maraîchage ne doivent pas pénétrer dans l'unité de culture	
		Formation	. Formation du personnel pour l'utilisation des matériels (irrigation, ferti-irrigation, traitements, semoir...)	. Consignes disponibles sur le lieu d'utilisation du matériel . Enregistrer les formations
		Entretien	. Entretien et réglage du matériel par une personne formée	. Enregistrer les dates des entretiens



	Etape	Points critiques	Moyens de maîtrise	Enregistrements
Méthodes	Production	Surveillance	. Mise en place d'un système de surveillance sanitaire. . Voies potentielles d'entrée (insect-proof, sas, ouvrants, joints)	. Instructions techniques pour le personnel. . Désignation d'un expert phytosanitaire
			. Observation visuelle des plants . Mise en place de pièges jaunes et bleus pour les insectes "Lecture" régulière de ces pièges par l'expert	. Enregistrer les résultats de la "lecture" et de l'observation visuelle des plants
			. Surveillance des symptômes	. Enregistrer les résultats de la surveillance
			. Prélèvement d'échantillons en cas de doute pour un envoi à un laboratoire agréé par le SPV ou le SOC	. Enregistrer les résultats des analyses
			. Prévenir les services officiels en cas de problèmes sanitaires particuliers	
		Traitements	. Personnel qualifié . Documentation à jour (produits homologués, efficacité des matières actives ...) . Produits disponibles . Personne compétente et matériel réglé	. Enregistrer les traitements, date, produits, dose, espèces ou unité de culture traitée) . Enregistrer l'efficacité du traitement
		Structure de la serre	. Prévoir un vide sanitaire permettant la désinfection des supports de culture et de la structure de la serre	. Enregistrer la date et les produits utilisés
		Préparation de la commande	. Instructions pour le personnel	
			. Vérification de la conformité par rapport à la commande	. Enregistrer la date de départ et la conformité par rapport à la commande
			. Gestion des invendus	. Contrat avec le client : faire apparaître la date de livraison et les délais autorisés
Phase de durcissement des plants à l'extérieur de la serre	Risque de contamination	. Informations transmises au client de la non garantie sanitaire à partir du moment où le plant est sorti de serre.	. Doit apparaître dans le contrat.	

### 3.3- Conclusion

Le pépiniériste agréé doit donc mettre en œuvre régulièrement cet autocontrôle et apporter la preuve par des documents écrits au contrôleur SOC de leur réalisation.

Cette mesure ne doit pas être considérée comme une contrainte administrative. Son objet est bien de garantir à l'acheteur final que tout a été mis en œuvre dans l'entreprise pour lui fournir un plant correspondant à son attente :

- ◆ garantie variétale,
- ◆ qualité physiologique,
- ◆ et qualité sanitaire.

## 4- LA TRACABILITE

### 4.1-Objectif

Il s'agit de pouvoir, retracer l'historique du plant depuis la commande des semences jusqu'à la livraison du plant à l'acheteur final.

Ces informations peuvent être utiles en cas d'apparition de problèmes à tous les stades de la culture, en pépinière comme en plein champ.

Les causes des problèmes rencontrés peuvent en effet être trouvées, grâce à une analyse du processus de fabrication des plants.

### 4.2- Démarche

Il est donc nécessaire pour cela de noter les différentes étapes de ce processus et d'identifier chaque lot de plants pour pouvoir le cas échéant procéder à des recoupements.

#### **\* Identification des plants**

Chaque lot de plants doit être identifié par rapport à la commande.

Pour chaque commande de plants on doit ainsi pouvoir retrouver :

- ◆ la date du semis,
- ◆ le nom du fournisseur de semences,
- ◆ le numéro de lot de semences,
- ◆ la variété et son nom commercial,
- ◆ ainsi que toutes les opérations liées à la production de ces plants (voir détail ci-après).

Une référence est alors attribuée lors du semis pour chacun des lots et conservée jusqu'à la commercialisation.

Il faut individualiser chaque lot dans la serre en matérialisant leur séparation et en les étiquetant.

Les documents accompagnant les plants au moment de la commercialisation, doivent indiquer la référence attribuée lors du semis.

#### **\* Enregistrements des opérations liées à la production**

Certaines opérations doivent être obligatoirement consignées dans des registres :

- ◆ Enregistrement des commandes,
- ◆ Enregistrement des stocks de semences,
- ◆ Enregistrement des prélèvements d'échantillons en vue d'analyses et résultats : date, observations, mesures prises,
- ◆ Enregistrement des traitements effectués : produits utilisés, doses,
- ◆ Enregistrement des opérations d'irrigation et de fertilisation : dose, fréquence,
- ◆ Enregistrement des opérations de nettoyage et de désinfection : matériels, serres...

- ◆ Enregistrement de l'autocontrôle visuel et le cas échéant des mesures appliquées,
- ◆ Enregistrement des livraisons.



*Enregistrement et suivi des commandes sur informatique*

## CONCLUSION GENERALE

Cet ouvrage propose donc un ensemble de techniques qui doit permettre de produire un plant de qualité conforme à la réglementation en vigueur.

Certains points doivent être suivis à la lettre car ils émanent directement des textes législatifs européens ou français et ont donc un caractère obligatoire ; d'autres peuvent évidemment être adaptés en fonction des situations rencontrées.

Les connaissances évoluant très vite, il est entendu que les conseils donnés dans cet ouvrage devront être réactualisés régulièrement, notamment ceux relatifs aux produits phytosanitaires à employer.

Il est enfin rappelé, que la qualité du plant constitue certainement le facteur principal de la réussite d'une culture.

En effet, un bon plant garantit en grande partie :

- ◆ une reprise rapide,
- ◆ une croissance satisfaisante,
- ◆ une meilleure résistance aux maladies,
- ◆ et enfin un rendement optimal.

Le maraîcher ne doit pas oublier ces notions et cherchera donc à s'approvisionner auprès des pépiniéristes agréés qui ont fait des réels efforts techniques et financiers et qui proposent aujourd'hui des plants aux normes CE, dont la qualité est régulièrement vérifiée par un contrôleur du SOC.



*Plants de piment homogènes*

# **ANNEXES 1 A 4 :**

## **TEXTES REGLEMENTAIRES FRANCAIS**



Décret 93-1259 du 10 Novembre 1993

**DECRET RELATIF AUX MESURES DE PROTECTION CONTRE  
LES ORGANISMES NUISIBLES AUX VEGETAUX, PRODUITS  
VEGETAUX ET AUTRES OBJETS**

**NOR : AGRG9301575D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Convention internationale pour la protection des végétaux signée le 6 décembre 1951 et publiée par le décret n° 61-1533 du 22 septembre 1961, modifiée le 21 novembre 1979 ;

Vu la directive du Conseil des communautés européennes (CEE) n° 77-93 du 21 décembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans les Etats membres d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, modifiée notamment par la directive du conseil (CEE) n° 91-683 du 19 décembre 1991 ;

Vu la directive de la Commission des communautés européennes n° 92-90 du 3 novembre 1992 établissant certaines obligations auxquelles sont soumis les producteurs et importateurs de végétaux, produits végétaux ou autres objets ainsi que les modalités de leur immatriculation ;

Vu la directive de la Commission des communautés européennes n° 92-105 du 3 décembre 1992 établissant une certaine normalisation des passeports phytosanitaires à utiliser pour les mouvements de certains végétaux, produits végétaux ou autres objets à l'intérieur de la Communauté et fixant les modalités relatives à la délivrance de tels passeports phytosanitaires, ainsi que les conditions et modalités de leur remplacement ;

Vu le code rural, notamment le titre X de son livre II intitulé : De la protection des végétaux ;

Vu le code des douanes, notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 47-1347 du 26 juin 1947 étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion la réglementation sur la protection des végétaux ;

Vu le décret n° 84-1192 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat (section des travaux publics) en date du 20 juillet 1993,

**Article 1**

Le ministre chargé de l'agriculture et le ministre chargé des douanes fixent par arrêté, en application des articles 342 et 349 du code rural :

1. La liste des organismes nuisibles dont l'introduction et la propagation sont interdites :

- a) Soit sur le territoire de la métropole ou des départements d'outre-mer ;
- b) Soit dans certains périmètres, dénommés zones protégées.

2. La liste des organismes nuisibles dont l'introduction et la propagation sont interdites :

- a) Soit sur le territoire de la métropole ou des départements d'outre-mer ;
- b) Soit dans certaines zones protégées, s'ils se présentent sur certains végétaux, produits végétaux ou autres objets.

3. La liste des végétaux, produits végétaux et autres objets dont l'introduction est interdite :

- a) soit sur le territoire de la métropole ou des départements d'outre-mer ;
- b) Soit dans certaines zones protégées, s'ils sont originaires des pays mentionnés sur cette même liste.

4. La liste des végétaux, produits végétaux et autres objets dont l'introduction et la circulation :

- a) Soit sur le territoire de la métropole ou des départements d'outre-mer ;
- b) Soit dans certaines zones protégées, sont soumises à des exigences particulières.

Une zone protégée est une zone située sur le territoire de la Communauté européenne dans laquelle :

- a) Soit un ou plusieurs organismes nuisibles énumérés dans les listes mentionnées aux 1° et 2° ne sont ni endémiques ni présents, alors qu'ils le sont dans une ou plusieurs parties de la Communauté européenne ;
- b) Soit il existe un danger d'établissement de certains organismes nuisibles, bien que ces organismes ne soient ni endémiques ni présents sur le territoire de la Communauté européenne.

TITRE Ier : Registre officiel du contrôle phytosanitaire.

**Article 2**

Le registre officiel du contrôle phytosanitaire mentionné à l'article 356-1 du code rural est tenu dans chaque région par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) et par la direction de l'agriculture et de la forêt (service de la protection des végétaux) dans les départements d'outre-mer.

La demande d'inscription sur ce registre est adressée par chaque établissement à la direction régionale de l'agriculture et de la forêt ou à la direction de l'agriculture et de la forêt dont il dépend.

Elle doit être accompagnée d'une déclaration sur l'activité du demandeur, la nature, la quantité, l'origine et la destination des végétaux, produits végétaux et autres objets ; cette déclaration est renouvelée tous les ans.

En ce qui concerne la pomme de terre de consommation et les fruits d'agrumes, l'immatriculation d'un magasin collectif ou centre d'expédition situé dans la zone de production est admise en substitution de l'immatriculation individuelle des producteurs.

**Article 3**

Dès réception de la demande, le directeur régional de l'agriculture et de la forêt, ou le directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer, inscrit l'établissement sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire, sous un numéro d'immatriculation attribué par le ministre chargé de l'agriculture.

**Article 4**

Tout changement de l'activité sur la base de laquelle les établissements sont inscrits sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire doit être notifié par une nouvelle déclaration.

Le changement peut entraîner une modification de la première inscription sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire. Dans ce dernier cas, il est attribué un nouveau numéro d'immatriculation.

**Article 5**

Dès leur inscription sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire, les établissements doivent :

a) Etablir, conserver et mettre à la disposition des agents habilités en vertu de l'article 364 du code rural les documents, définis par arrêté du ministre de l'agriculture, permettant de vérifier le respect des mesures de contrôle et de protection des végétaux prévues au titre X du livre II du code rural et au présent décret ;

b) Informer les services chargés de la protection des végétaux de toute apparition atypique d'organismes nuisibles ou de toute anomalie relative aux végétaux, produits végétaux et autres objets.

## TITRE II : Contrôle sanitaire à la production.

### Article 6

La production de végétaux, produits végétaux et autres objets figurant sur la liste mentionnée au 4° du premier alinéa de l'article 1er fait l'objet de contrôles effectués par les agents chargés de la protection des végétaux.

Ces contrôles portent sur les végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont cultivés, produits ou utilisés par le producteur ou qui sont présents de toute autre manière chez celui-ci.

### Article 7

Si le contrôle fait apparaître que les végétaux, produits végétaux et autres objets ne sont pas indemnes d'organismes nuisibles, le passeport phytosanitaire n'est pas délivré et une ou plusieurs des mesures prévues aux articles 352 et 359 du code rural sont prises immédiatement.

Toutefois, s'il apparaît qu'une partie des végétaux, produits végétaux et autres objets cultivés, produits utilisés par le producteur ou qui sont présents de toute autre manière chez celui-ci, ne présente pas de risque de propagation d'organismes nuisibles, le passeport phytosanitaire est délivré pour la partie saine.

### Article 8

Un passeport phytosanitaire valable pour les zones protégées est délivré pour les végétaux, produits végétaux et autres objets ayant satisfait au contrôle spécifique aux zones protégées.

### Article 9

I Le passeport phytosanitaire peut se présenter :

- a) Soit sous la forme d'une étiquette officielle ;
- b) Soit sous la forme d'une étiquette officielle simplifiée accompagnée d'un document normalement utilisé à des fins commerciales.

II. L'étiquette officielle doit porter les mentions suivantes :

1. Passeport phytosanitaire CEE ;
2. Code de l'Etat membre de la Communauté ;
3. Nom de l'organisme officiel responsable ou de son code particulier ;
4. Numéro d'enregistrement ;
5. Numéro de série, de semaine ou de lot individuel ;
6. Nom botanique ;
7. Quantité ;
8. Si besoin est, marque distinctive « ZP » et nom ou code des zones dans lesquelles le produit est autorisé ;
9. Marque distinctive « RP » en cas de remplacement d'un passeport phytosanitaire et, le cas échéant, code du producteur ou de l'importateur enregistré initialement ;
10. Pour les produits provenant de pays tiers, nom du pays d'origine ou du pays d'expédition.

Lorsque le passeport phytosanitaire consiste en une étiquette simplifiée et un document d'accompagnement :

- a) L'étiquette comporte au moins les informations exigées aux points 1 à 5 ;
- b) Le document d'accompagnement fournit les informations exigées aux points 1 à 10.

III. Les informations sont rédigées en langue française et sont de préférence imprimées.

Les mentions exigées aux points 1, 2 et 3 du II du présent article doivent apparaître en lettres capitales.

Celles qui sont exigées aux points 4 à 10 sont rédigées par les personnes inscrites sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire et doivent apparaître soit en lettres capitales, soit en caractères dactylographiés.

IV. Le passeport phytosanitaire ne peut être réutilisé. L'utilisation d'étiquettes adhésives est autorisée.

V L'ensemble des exigences mentionnées au présent article doit être respecté lors de l'impression et du stockage du passeport phytosanitaire.

### Article 10

S'il apparaît lors du contrôle à la production que les végétaux, produits végétaux ou autres objets ne présentent pas un risque de contamination des zones protégées par les organismes nuisibles, il est délivré un passeport phytosanitaire comportant la marque distinctive « ZP » et le nom ou le code des zones dans lesquelles ces végétaux, produits végétaux ou autres objets sont autorisés.

### Article 11

Lorsque les végétaux, produits végétaux ou autres objets accompagnés d'un passeport phytosanitaire sont divisés en lots, combinés en plusieurs lots ou changent de statut phytosanitaire du fait de leur destination, un passeport phytosanitaire de remplacement est délivré. Il doit porter la marque distinctive « RP ». Le code du ou des producteurs ou du ou des importateurs enregistrés initialement est consigné dans les documents mentionnés au a de l'article 5 du présent décret.

### Article 12

Le passeport phytosanitaire est délivré par les agents chargés de la protection des végétaux.

### Article 13

Si les végétaux, produits végétaux ou autres objets sont reconnus contaminés ou susceptibles de l'être, le ministre de l'agriculture utilise les pouvoirs que lui donne l'article 352 du code rural.

### Article 14

I Lorsque les végétaux, produits végétaux et autres objets figurant sur la liste mentionnée au 4° du premier alinéa de l'article 1er doivent être accompagnés d'un passeport phytosanitaire, les agents habilités en vertu de l'article 364 du code rural vérifient que :

- a) Le passeport phytosanitaire accompagne les végétaux, produits végétaux ou autres objets et qu'il est fixé, de façon qu'il ne puisse être réutilisé ;
- b) Les rubriques d'informations du passeport phytosanitaire ou du passeport phytosanitaire de remplacement qui accompagnent les végétaux,

produits végétaux ou autres objets sont dûment remplies, en application de l'article 9 ;

- c) Le passeport phytosanitaire comporte la marque «ZP» lorsque les végétaux, produits végétaux et autres objets sont autorisés pour une ou plusieurs zones spécifiques protégées ;
- d) Le passeport phytosanitaire, qui en remplace un autre, comporte la marque « RP » ;
- e) Le passeport phytosanitaire comporte l'indication du nom du pays d'origine ou du pays d'expédition lorsqu'il est délivré pour des végétaux, produits végétaux ou autres objets originaires de pays tiers à la Communauté européenne.

II. Les contrôles sont réalisés de manière aléatoire et sans aucune discrimination en ce qui concerne l'origine des végétaux, produits végétaux et autres objets.

Ils sont :

- a) Soit occasionnels à tout moment et en tout lieu, lorsque les végétaux, produits végétaux et autres objets sont déplacés ;
- b) Soit occasionnels dans les établissements où les végétaux, produits végétaux et autres objets sont stockés ou mis en vente, ainsi que dans les établissements des acheteurs, lesquels doivent conserver, en tant qu'utilisateurs finals engagés professionnellement dans la production de végétaux, les passeports phytosanitaires pendant un an et en consignent les références dans leurs livres ;
- c) Soit réalisés simultanément, à tout contrôle de documents effectué pour des raisons autres que phytosanitaires.

Ces contrôles peuvent devenir réguliers et peuvent être sélectifs si des indices donnent à penser que les exigences phytosanitaires ne sont pas respectées.

### TITRE III : Contrôle sanitaire à l'importation et à l'exportation.

#### Article 15

Les végétaux, produits végétaux et autres objets figurant sur la liste mentionnée au 4° de l'article 1er qui sont originaires de pays tiers à la Communauté européenne doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire établi en application de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les contrôles documentaire, d'identité et phytosanitaire permettant de vérifier que les végétaux, produits végétaux et autres objets originaires de pays tiers ne figurent pas sur la liste mentionnée au 3° du premier alinéa de l'article 1er doivent avoir lieu aux points d'entrée sur le territoire de la métropole ou des départements d'outre-mer, en même temps que les formalités douanières.

Toutefois, le contrôle phytosanitaire peut être effectué à proximité du point d'entrée ou dans des cas particuliers déterminés par arrêté du ministre chargé des douanes, au lieu de destination des végétaux, produits végétaux et autres objets.

La liste des points d'entrée est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des douanes.

#### Article 16

Si les résultats des contrôles sont satisfaisants, un passeport phytosanitaire est délivré s'il y a lieu par les agents chargés de la protection des végétaux.

Lorsque les végétaux, produits végétaux ou autres objets importés sont accompagnés d'un passeport phytosanitaire, ils peuvent faire l'objet des contrôles prévus à l'article 14 du présent décret.

#### Article 17

Les envois originaires de pays tiers à la Communauté européenne qui contiennent des végétaux, produits végétaux et autres objets qui ne figurent pas sur la liste mentionnée au 4° du premier alinéa de l'article 1er peuvent faire l'objet de contrôles phytosanitaires lorsqu'il y a un danger imminent d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles.

#### Article 18

Lorsque les résultats des contrôles prévus aux articles 16 et 17 ne sont pas satisfaisants, les agents chargés de la protection des végétaux peuvent ordonner des mesures de refoulement ou de destruction des végétaux, produits végétaux et autres objets prévues à l'article 362 du code rural, ou les mesures prévues à l'article 352 du même code.

#### Article 19

Lorsque la réglementation du pays importateur l'exige, les végétaux, produits végétaux et autres objets destinées à l'exportation font l'objet de contrôles par les agents chargés de la protection des végétaux qui vérifient :

- a) Le nom botanique ;
- b) La quantité à expédier ;
- c) L'absence d'organismes nuisibles au regard de la réglementation phytosanitaire du pays importateur.

Les agents chargés de la protection des végétaux délivrent un certificat phytosanitaire établi en application de la Convention internationale pour la protection des végétaux, attestant que les végétaux, produits végétaux et autres objets ont été inspectés suivant des procédures adaptées et qu'ils sont conformes à la réglementation phytosanitaire du pays importateur. Dans ce cas, le certificat est exigible pour l'accomplissement des formalités douanières d'exportation.

#### Article 20.

Le ministre de l'économie, le ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat, le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN PUECH

Le ministre de l'économie,

EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre des entreprises

et du développement économique

chargé des petites et moyennes entreprises

et du commerce et de l'artisanat,

ALAIN MADELIN

Le ministre du budget,

porte-parole du Gouvernement,

NICOLAS SARKOZY

**Décret n° 94-510 du 23 Juin 1994  
relatif à la commercialisation des plantes ornementales, des  
jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des matériels  
de multiplication de toutes ces plantes et modifiant  
le décret n° 81-605 du 18 mai 1981  
pris pour l'application de la loi du  
1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne  
le commerce des semences et plants**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la directive (CEE) n° 91-682 du Conseil des Communautés européennes du 19 décembre 1991 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales et des plantes ornementales ;

Vu la directive (CEE) n° 92-33 du Conseil des communautés européennes du 28 avril 1992 concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences ;

Vu la directive (CEE) n° 92-34 du Conseil des communautés européennes du 28 avril 1992 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits ;

Vu la directive (CEE) n° 77-93 du Conseil des communautés européennes du 21 décembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans les Etats membres d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, modifiée par la directive (CEE) n° 91-603 du 19 décembre 1991 et en dernier lieu par la directive (CEE) n° 93-19 du 19 avril 1993 ;

Vu le code de la consommation, et notamment les articles L. 213-1 à L. 216-9 du livre II sur la conformité et la sécurité des produits et des services ;

Vu la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française ;

Vu le décret n° 64-283 du 26 Mars 1964 modifié relatif à la création et à l'organisation du comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières ;

Vu le décret n° 75-782 du 20 août 1975 relatif à la certification des matériels fruitiers de reproduction ;

Vu le décret n° 81-605 du 18 mai 1981, modifié en dernier lieu par le décret n° 93-1177 du 18 octobre 1993, pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants ;

Vu le décret n° 93-46 du 14 Janvier 1993 portant réorganisation du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (CTPS) et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits et de services en ce qui concerne le commerce des semences et plants ;

Vu le décret n° 93-1177 du 18 octobre 1993 pris pour l'application, s'agissant de plantes, semences et plants, du titre III de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants ;

Le Conseil d'état, section des travaux publics, entendu,

Décète :

**Article 1er**

Au sens du présent décret, on entend par commercialisation le maintien à disposition ou en stock, l'exposition ou l'offre à la vente, la mise à la disposition d'une autre personne sous quelque forme que ce soit.

Sont soumis aux dispositions du présent décret les plantes ornementales, les jeunes plants de légumes, les plantes fruitières destinées à la production de fruits et de matériels de multiplication de toutes ces plantes, commercialisés, qui figurent à l'annexe du présent décret, annexe susceptible d'être révisée par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre de l'économie.

Ces dispositions ne font pas préjudice aux dispositions d'ordre phytosanitaire non plus qu'à celles relatives à la dissémination de plantes génétiquement modifiées imposées par la réglementation existant par ailleurs.

Les semences, à l'exception des semences de légumes, les parties de plantes et tout matériel végétal destiné à la multiplication ou à la production de ces plantes, les porte-greffes, les plantes elles-mêmes destinées à être plantées, replantées ou élevées et les porte-greffes ou autres parties de plantes d'autres genres ou espèces, ou leurs hybrides, si des matériels de l'un des genres, espèces ou hybrides visés par le présent texte sont greffés sur eux, sont soumis à ces dispositions, à l'exception de :

- ceux ou celles destinés à l'exportation vers des pays tiers s'ils sont correctement identifiés et suffisamment isolés, dans des conditions qui seront précisées par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

- ceux ou celles destinés à des essais ou des fins scientifiques, à des travaux de sélection ou à la conservation de la diversité génétique.

**Article 2**

Sans préjudice de l'application des articles 4-1, 5, 6, 6-1, 7-1 et 8-1 du décret du 18 mai 1981 susvisé en ce qui concerne les végétaux génétiquement modifiés, ne peuvent être commercialisés, pour chaque genre ou espèce visé à l'article 1er, les plantes et les matériels de multiplication qui ne remplissent pas les conditions minimales de qualité sur les plans génétique, physiologique, technique et sanitaire qui sont précisées par les règlements techniques homologués par des arrêtés pris, après avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées, par le ministre de l'agriculture et de la pêche ou conjointement par le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche.

En ce qui concerne les plants fruitiers destinés à la production de fruits, ces conditions minimales constituent la norme *Conformitas agraria communitatis*, dite "CAC".

**Article 3**

Pour les espèces qui seront précisées par des arrêtés du ministre de l'agriculture et de la pêche, la commercialisation des plantes visées ci-dessus ou de leurs matériels de multiplication pourra se faire à un nouveau de qualité supérieur au niveau défini à l'article 2, le niveau certifié, sous les qualificatifs suivants :

- *matériels initiaux* : les matériels de multiplication qui ont été produits en vue de la production de matériels de base ;

- *matériels de base* : les matériels de multiplication issus de matériels initiaux ou obtenus à partir d'eux par voie végétative qui ont été produits en vue de la production de matériels certifiés ;

- *matériels certifiés* : les matériels de multiplication et les plants qui sont issus directement de matériels de base ou ont été obtenus à partir d'eux par voie végétative

Dans le cas des plants fruitiers destinés à la production de fruits ou de leurs matériels de multiplication, ces plantes ou matériels devront obligatoirement être reconnus "exempts de virus" ou "soumis à la détection de virus" selon qu'ils sont exempts de tout virus ou agent pathogène similaire connu pour l'espèce considérée sur le territoire des communautés européennes ou qu'ils sont seulement exempts de certains virus dangereux ou d'agents pathogènes similaires réduisant leur valeur d'utilisation.

Un règlement technique homologué par le ministre de l'agriculture et de la pêche, après avis du comité technique permanent de la sélection, des plantes cultivées, précisera pour chacune des catégories désignées par les qualificatifs ci-dessus :

- les méthodes de production et de culture réduisant au maximum les risques d'infection ;
- le nombre de générations admis ;
- les modalités de contrôle de l'état sanitaire;
- les conditions de qualité physiologique et morphologique d'authenticité variétale du matériel destiné à être commercialisé.

Tous ces points font l'objet d'un contrôle par l'organisme officiel responsable visé à l'article 4 ci-après.

Le cas échéant, un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche fera obligation aux producteurs de soumettre à la certification certaines espèces de plantes et leurs matériels de multiplication.

#### **Article 4**

Sans préjudice des missions de contrôle dévolues aux agents chargés de la répression des fraudes dans le cadre des dispositions du livre II, titre 1er, du code de la consommation susvisé, le contrôle de l'application des dispositions du présent décret est confié aux organismes officiels qui seront désignés par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche et ayant dans leur domaine de compétence l'espèce ou le groupe d'espèces de plantes à contrôler.

#### **Article 5**

La commercialisation des plantes visées par le présent texte et de leurs matériels de multiplication provenant d'établissements agréés dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après, doit se faire avec la référence de la variété à laquelle elles ou ils appartiennent.

Dans le cas des plants fruitiers certifiés et des jeunes plants de légumes et de leurs matériels de multiplication, sauf s'il n'existe pas pour l'espèce considérée de liste de variétés au catalogue, ces variétés devront être inscrites au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées.

Dans les autres cas, les variétés non inscrites au catalogue officiel devront être inscrites sur une liste tenue par le fournisseur avec sa description détaillée et la dénomination s'y référant. Un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche précisera les conditions de tenue de ces listes. La fournisseur devra laisser cette liste accessible sur demande à l'organisme officiel responsable qui sera habilité à exercer des contrôles. Le fournisseur ne peut utiliser une dénomination déjà utilisée pour une autre variété protégée par un certificat d'obtention végétale ou enregistrée officiellement dans l'un des pays des communautés européennes.

Les porte-greffes des plantes visées par le présent texte, les plantes ornementales et leurs matériels de multiplication peuvent appartenir à des groupes de plantes et non à des variétés. Dans ce cas, le fournisseur doit décrire et citer la dénomination du groupe de plantes de manière à éviter une confusion avec l'une des variétés décrites sur les listes des professionnels. S'il s'agit de porte-greffes n'appartenant pas à une variété, il doit être fait référence à l'espèce ou à l'hybride interspécifique concerné.

#### **Article 6**

Tout fournisseur désirant exercer sur les plantes visées par le présent texte ou sur leurs matériels de multiplication, pour chacune des normes ou catégories visées ci-dessus, une activité de multiplication, production, protection ou traitement, ou commercialisation doit obtenir un agrément conformément aux dispositions de l'article 7. A cette fin, chaque fournisseur est tenu

de se déclarer en tant que tel auprès de l'organisme officiel responsable.

Toutefois les distributeurs détaillants dont l'activité se limite à la commercialisation à des consommateurs finals non professionnels de petites quantités de plantes ou de matériels de multiplication, tout en étant soumis à l'agrément, ne sont pas soumis aux prescriptions du A de l'article 7 ci-après.

De même, les fournisseurs dont l'activité dans ce domaine se limite à la distribution sur les marchés professionnels de plantes, d'hybrides ou de matériels de multiplication de celles-ci, produites et emballées en dehors de leur établissement, ne sont pas non plus soumis au A de l'article 7 ci-après. Néanmoins, ils devront tenir un registre ou garder des traces durables des opérations d'achat, de vente et de livraison des plantes ou des matériels de multiplication qu'ils devront garder pendant trois ans

#### **Article 7**

Les plantes visées par le présent texte ou leurs matériels de multiplication ne peuvent être commercialisés que par des fournisseurs agréés.

Sur proposition de l'organisme officiel responsable, le ministre de l'agriculture et de la pêche accorde l'agrément à tout professionnel qui en fait la demande sous les conditions suivantes :

A - Qu'il ait mis lui-même en place dans son établissement ou qu'il ait fait mettre en place par un fournisseur agréé ou par l'organisme officiel responsable une procédure de contrôle de la qualité de sa propre production conforme aux dispositions d'un règlement technique homologué par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche pris après avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées et prévoyant le recours dans des cas déterminés, à un laboratoire d'analyses agréé.

B - Qu'il se soit engagé à laisser à tout moment accès, dans les locaux de son établissement, aux agents chargés par l'organisme officiel responsable des contrôles et de la surveillance ainsi qu'aux experts éventuellement envoyés par la Commission européenne pour surveiller ces contrôles ou pour effectuer des contrôles supplémentaires.

C - Qu'il se soit engagé à informer immédiatement l'organisme officiel responsable en cas de présence de l'un quelconque des organismes nuisibles visés par la directive (CEE) n° 77-93 susvisée et par les textes français pris pour son application ou en cas d'apparition atypique des autres organismes nuisibles ou de leurs symptômes figurant dans les arrêtés relatifs aux conditions de qualité exigées pour chacune des normes ou catégories visées aux articles 2 et 3, dès lors qu'il en a connaissance à prendre immédiatement les mesures prescrites par ce dernier et à tenir un registre, ou à garder des traces par tout autre moyen durable, de tous les incidents de ce type et de toutes les mesures prises à cette occasion.

Si un fournisseur, après avoir obtenu un agrément pour des activités données et pour les normes ou catégories visées aux articles 2 et 3 décide d'exercer des activités autres et pour d'autres normes ou catégories que celles pour lesquelles il a été agréé, l'agrément doit être renouvelé.

Dans le cas des catégories Matériels initiaux, Matériels de base et Matériels certifiés, le ministre de l'agriculture et de la pêche accorde au fournisseur l'agrément sur proposition de l'organisme officiel responsable, après avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées.

#### **Article 8**

La commercialisation des plantes visées par le présent texte et de leurs matériels de multiplication, provenant d'établissements agréés, doit être faite en lots suffisamment homogènes.

Les plantes commercialisées au niveau de qualité minimal prévu par l'article 2 ou sous les qualificatifs de Matériels initiaux, Matériels de base ou Matériels certifiés devront respecter, lors de



leur commercialisation, les conditions particulières relatives à l'étiquetage ou à l'emballage qui seront spécifiées par arrêtés conjoints du ministre de l'économie.

Ce document devra pouvoir être complété, dans un cadre clairement distinct, par les constatations officielles de l'organisme officiel responsable.

Dans le cas de la fourniture de ces plantes par le détaillant à un consommateur final non professionnel, les prescriptions en matière d'étiquetage seront réduites à une information appropriée sur le produit selon des modalités qui seront précisées par les mêmes arrêtés conjoints visés ci-dessus.

Dans tous les cas, les documents devront être libellés conformément aux prescriptions de la loi du 31 décembre 1975 susvisée, et lorsqu'il y a lieu, aux dispositions particulières prévues par la réglementation relative à la dissémination des plantes génétiquement modifiées.

#### **Article 9**

Les laboratoires auxquels il est fait référence à l'article 7 -A doivent être agréés par le ministre de l'agriculture et de la pêche sur proposition de l'organisme officiel responsable. Sous cette réserve, le fournisseur à toute latitude pour faire appel soit à son propre laboratoire, soit à un laboratoire agréé d'un autre établissement, soit à un laboratoire de l'organisme officiel responsable.

Ce dernier propose au ministre de l'agriculture et de la pêche l'agrément des laboratoires des fournisseurs à condition d'avoir constaté leur aptitude, par leurs structures et par leurs méthodes à effectuer tous les contrôles nécessaires à l'application du présent décret, dans des conditions qui seront précisées par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche pris après avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées.

Pour qu'un laboratoire puisse exercer des activités autres ou pour d'autres normes ou catégories que celles pour lesquelles il a été agréé, et s'agissant des genres et variétés visés à l'article 1er, il est nécessaire qu'il ait obtenu un nouvel agrément.

L'agrément n'est délivré à un laboratoire que s'il y a un engagement de la part du responsable de son activité de se présenter à la surveillance et aux contrôles de l'organisme officiel responsable et de laisser à tout moment les locaux libres d'accès aux agents chargés de ces contrôles.

#### **Article 10**

Si la surveillance et les contrôles effectués par l'organisme officiel responsable mettent en évidence que les plantes visées par le présent décret ou leurs matériels de multiplication ne sont pas conformes aux conditions de qualité visées aux articles 2 et 3 du présent décret, l'organisme officiel responsable est habilité à prescrire à l'entreprise toute mesure appropriée pour que les plantes en cause ou les matériels de multiplication commercialisés soient rendus conformes à ces conditions, ou, à défaut, à prononcer l'interdiction de leur commercialisation.

Il appartient au ministre de l'agriculture et de la pêche de veiller à l'application de ces mesures et, le cas échéant, de prononcer des suppressions d'agrément. Ses décisions en la matière seront prises après avis d'une commission de mise en oeuvre de la réglementation désignée par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Toute mesure d'interdiction de commercialisation ou de retrait d'agrément sera levée dès lors qu'il sera établi avec une certitude suffisante que les plantes ou les matériels de multiplication destinés à la commercialisation seront, à l'avenir conformes aux prescriptions du présent décret.

La commercialisation des plantes ou de matériels de multiplication ayant fait l'objet d'une mesure prise en application des alinéas 1 ou 2 ci-dessus est passible, dans les conditions définies par le livre II du code de la consommation susvisé, des poursuites prévues par ce code.

#### **Article 11**

Le décret du 20 août 1975 susvisé est abrogé à l'exception de son article 11.

L'article 1er du décret du 26 mars 1964 susvisé est complété comme suit :

"Néanmoins, le contrôle à la production en vue de la certification des plants fruitiers, à l'exception des plants de fraisiers, relève de la compétence du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes".

#### **Article 12**

Le point 3° du 1 de l'article 2 du décret du 18 mai 1981 susvisé, commençant par " Etre conditionnés dans des emballages conformes aux types prévus, selon les cas, par les règlements techniques ou les règlements mentionnés au 2° ci-dessus : "se poursuit par la partie de phrase nouvellement rédigée comme suit "ces emballages, mis à part les emballages des semences standard de légumes, doivent être accompagnés d'un document officiel fixé de telle sorte qu'il ne puisse en être séparé".

Dans l'article 15 du même décret, l'alinéa suivant :

"Aux matériels fruitiers de reproduction régis par le décret N° 75-782 du 20 août 1975"

est remplacé par :

"Aux matériels de multiplication et aux plants fruitiers et ornementaux régis par le décret n° 94-510 du 23 juin 1994".

#### **Article 13**

Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Edouard BALLADUR

Fait à Paris le 23 Juin 1994

Par le Premier ministre :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Jean PUECH

Le ministre de l'économie,

Edmond ALPHANDERY

**ANNEXE I**  
**Liste des plantes ornementales**

Begonia x hiemalis Fotsch	Begonia -élatior
Pelargonium L.	Géranium (zonal, à feuille de lierre, à grandes fleurs)
Dendranthema x grandiflorum (Ramat) Kitam	Chrysanthème ( chrysanthème des fleuristes)
Dianthus caryophyllus L; et hybrides	Oeillet
Euphorbia pulcherrina wild ex Kletzsch	Poinsettia
Gerbera L	Gerbera
Phoenix	Palmier des Canaries et palmier dattier
Rosta	Rosier
Citrus (ornemental)	Agrumes ornementaux
Malus Miller ( ornemental)	Pommier ornemental
Pinus nigra ( ornemental)	Pin noir ornemental
Prunus L (ornemental)	Cerisier ornemental
Pyrus L (ornemental)	Poirier ornemental
Lilium L	Lis
Gladiolus L.	Glaïeul
Narcissus L.	Narcisse

**ANNEXE II**  
**Liste des plants de légumes**

Allium ascalonicum	Echalote
Allium cepa L.	Oignon
Allium fistulosum L.	Ciboulette
Allium porrum L.	Poireau
Allium sativum	Ail
Anthriscus cerefolium (L) Hoffm	Cerfeuil
Allium graveolens L.	Céleri
Asparagus officinalis L.	Asperge
Beta vulgaris L. var vulgaris	Poirée
Beta vulgaris L. var conditiva Alef	Betterave rouge
Brassica oleracea L. convar acephala (DC) Alef var. sabellica L.	Chou frisé
Brassica oleracea L. convar botrytis (L) Alef var botrytis L.	Chou fleur
Brassica oleracea L. convar botrytis (L) Alef var. cymosa Duch	Brocoli
Brassica oleracea L. convar. oleracea var. Gemmifera DC	Chou de Bruxelles
Brassica oleracea L. convar capitata (L) Alef var . sabauda L.	Chou de Milan
Brassica oleracea L. convar. capitata (L) Alef var alba DC	Chou cabus
Brassica oleracea L. Convar c apitata (L) Alef var. rubra DC	Chou rouge
Brassica oleracea L. convar acephala (DC) Alef.var gongylodes	Chou rave
Brassica pekinensis L.	Chou chinois
Brassica rapa L. Var rapa	Navet de printemps
	Navet d'automne
Capsicum annuum L.	Piment -Poivron
Chicorium endivia L.	Chicorée frisée
	Chicorée scarole
Chicorium intybus L. (partim)	Chicorée witloof ( endive)
Citrullus lanatus (Thunb) Matsum et Nakai	Melon d'eau
Cucumis melo L.	Melon
Cucumis sativus L.	Concombre -cornichon
Cucurbita maxima Duchesne	Potiron
Cucurbita pepo L.	Courgette
Cynara Cardunculus	Cardon
Cynara scolymus	Artichaut
Daucus carota L.	Carotte
Foeniculum vulgare Miller	Fenouil
Lactuca sativa L.	Laitue
Lycopersicum lycopersicum (L) Karsten ex Farw.	tomate
Petroselinum crispum (Miller) Nyman et A. W Hill	Persil
Phaseolus coccineus L.	Haricot d'Espagne
Phaseolus vulgaris L.	Haricot
Pisum sativum L. (partim)	Pois à l'exclusion des pois fourragers
Raphanus sativus L.	Radis
Rheum	Rhubarbe
Scorzonera hispanica L.	Scorzonère
Solanum melongena L.	Aubergine
Spinacia oleracea L.	Epinard
Valerianella locusta (L) Laterr	Mâche
Vicia faba L. (partim)	Fève

**ANNEXE III**  
**Liste des plantes fruitières**

Citrus sinensis (L). Osbeck  
Citrus limon (L) Burm.f  
Citrus reticulata Blanco  
Citrus paradisi Macf.  
Citrus aurantifolia (Christm.) Swing  
Corylus avellana L.  
Fragaria x ananassa Duch  
Juglans regia L.  
Malus Millo  
Prunus amygdalus Batsch  
Prunus armeniaca L.  
Prunus avium L.  
Prunus cerasus  
Prunus domestica L.  
Prunus persica (L) Batsch  
Pyrus communis L.  
Prunus Salicina  
Cydonia Mill  
Ribes  
Rubus  
Pistacia vera  
Olea europaea

Oranger  
Citronnier  
Mandarinier  
Pamplemoussier  
Lime  
Noisetier  
Fraisier  
Noyer  
Pommier  
Amandier  
Abricotier  
Cerisier  
Griottier  
Prunier  
Pêcher  
Poirier  
Prunier japonais  
Cognassier  
Groseiller  
Mûrier  
Pistachier  
Olivier

**Arrêté du 1er décembre 1994 relatif à l'étiquetage des plantes et des matériels de multiplication visés par le décret n° 94-510 du 23 juin 1994 relatif à la commercialisation des plantes ornementales, des jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des matériels de multiplication de toutes ces plantes ainsi qu'à celui des autres plants ligneux d'ornement**

Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Vu le règlement ( CEE) n° 315/68 du Conseil du 12 Mars 1968 fixant des normes de qualité pour les bulbes, les oignons et les tubercules à fleurs et le décret n° 70-326 du 14 Avril 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er Août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des plantes vivantes et des produits de la floriculture :

Vu la directive n° 93/49/CEE de la Commission du 23 Juin 1993 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication des plantes ornementales et les plantes ornementales doivent satisfaire, conformément à l'article 4 de la directive 91/682 du Conseil.

Vu la directive 93/61/CEE de la Commission du 2 Juillet 1993 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les plants de légumes et les matériels de multiplication de légumes autres que les semences doivent satisfaire, conformément à la directive 92/33 du Conseil ;

Vu la directive 93/48/CEE de la Commission du 23 Juin 1993 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication de plantes fruitières et les plantes fruitières destinées à la production de fruits doivent satisfaire, conformément à l'article 4 de la directive 92/34 du Conseil ;

Vu la directive n° 92/105/CEE de la Commission du 3 décembre 1992 établissant une certaine normalisation des passeports phytosanitaires à utiliser pour les mouvements de certains végétaux, produits végétaux ou autres objets à l'intérieur de la Communauté et fixant les modalités relatives à la directive de tels passeports phytosanitaires ainsi que les conditions et modalités de leur remplacement ;

Vu la directive n° 70/458/CEE du Conseil du 29 septembre 1970 concernant la commercialisation des semences de légumes ;

Vu le code de la consommation, notamment ses articles 213-1 à 216-9 ;

Vu la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française ;

Vu le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 modifié pris pour l'application, en ce qui concerne le commerce des semences et des plants de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 93-46 du 14 janvier 1993 portant réorganisation du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (CTPS) et modifiant le décret 81-605 du 18 mai 1981 susvisé ;

Vu le décret n° 93-1259 du 10 novembre 1993 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, produits végétaux et autres objets ;

Vu le décret n° 94-510 du 23 Juin 1994 relatif à la commercialisation des plantes ornementales, des jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des matériels de multiplication de toutes ces plantes et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants ;

Vu l'arrêté du 15 septembre 1982 relatif à la commercialisation des plants ligneux d'ornement ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 1984 relatif à la commercialisation des plants de légumes ;

Vu l'arrêté du 2 septembre 1993 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets ;

Vu l'avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées.

Arrêtent :

**Article 1er**

Sans préjudice des dispositions du décret du 14 avril 1970 susvisé sur l'étiquetage des bulbes, oignons et tubercules à fleurs et sans préjudice de l'article 6 ci-après, sont soumis aux dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté toutes les plantes et matériels de multiplication des plantes indiquées dans les annexes I, II, et III du décret 94-510 du 23 juin 1994 susvisé et ci-après visés dans ce texte sous le terme de "plantes".

Toutes les plantes susvisées doivent obligatoirement, dans le respect des règles posées par l'article 5 du décret susvisé, être accompagnées pour leur commercialisation d'un document répondant aux exigences du présent arrêté.

Le document doit être imprimé en français.

IL doit être d'un matériau approprié et non réutilisable.

Il doit comporter un cadre clairement distinct pour que puissent y figurer les constatations officielles de l'organisme officiel chargé de contrôle visé à l'article 4 du décret du 23 Juin 1994 susvisé.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4 ci-après, le document d'accompagnement des plantes commercialisées en dehors d'une certification officielle comporte obligatoirement les indications suivantes :

- la mention "Qualité communautaire ou "Qualité CEE",
  - . dans le cas de plantes fruitières, mention "CAC" ;
- le code du pays de l'organisme officiel de contrôle ;
- la mention de l'organisme officiel susvisé ou son code ;
- le numéro d'agrément ;
- le nom du fournisseur ;
- le numéro individuel de série, de semaine ou de lot ;
- la date de délivrance du document ;
- le nom botanique ou, éventuellement dans le cas de plants de légumes, le nom commun, si le plant n'a pas à être accompagné d'un passeport phytosanitaire en application de la directive n° 92/105/CEE du 3 décembre 1992 susvisée, du décret du 10 novembre 1993 et de l'arrêté du 2 septembre 1993 susvisés ;
- la dénomination de la variété ou :
  - dans le cas de plantes ornementales appartenant non pas à des variétés mais à des groupes de plantes : la dénomination du groupe de plantes ;
  - en cas de porte-greffe, sa désignation
  - en cas de matériel fruitier greffé, on ajoutera à la dénomination variétale du greffon, la désignation du porte-greffe
  - en cas de matériel greffé autre que fruitier, on se contentera d'indiquer que le matériel a été greffé ;
- la quantité dans le cas de plantes, bulbes et matériels conditionnés en lots, pour les semences soit la mention du nombre de graines, soit la mention du poids ;
  - dans le cas de plants de légumes produits directement à partir de semences commercialisées conformément à la directive du Conseil du 29 septembre 1970 susvisée, le numéro de référence du lot de semences, à moins que ce numéro ne soit tenu à la disposition de l'organisme officiel chargé du contrôle ;
- le nom du pays de récolte pour les plantes provenant de pays tiers;

Conformément au décret du 23 juin 1994, susvisé le nom de la variété porté sur le document ne peut être, s'agissant de plants de légumes, que celui figurant à un catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées dans la Communauté, à moins qu'il n'existe pas de catalogue pour l'espèce considérée.

Pour les plantes ornementales et fruitières, s'il n'est pas fait référence au nom d'une variété inscrite sur un catalogue officiel le nom de la variété doit figurer sur une liste tenue par le fournisseur dans les conditions définies par le décret susvisé.

Pour ce qui concerne les bulbes, oignons et tubercules à fleurs relevant à la fois du décret du 23 juin 1994 susvisé et du règlement du 12 mars 1968 ainsi que du décret du 14 juin 1970 susvisés, appartenant au code NC 060110 du règlement CEE n° 2551/93 du 10 août 1993, lorsqu'ils sont destinés aux consommateurs, leur emballage ou leur marquage doit aussi comprendre les indications supplémentaires prévues par ledit règlement. Ceux qui ne sont pas destinés aux consommateurs sont soumis également aux dispositions b et c de l'article 2 particulières à leur emballage.

Pour l'ensemble des plantes relevant du décret du 23 juin 1994 susvisé, en outre, les règlements techniques pris par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche peuvent prescrire toutes autres indications à faire figurer sur le document d'accompagnement des plantes et matériels de multiplication susvisés.

## **Article 2**

Lorsqu'une plante commercialisée en dehors d'une certification officielle est accompagnée d'un passeport phytosanitaire comportant les informations prévues à l'article 9 du décret du 10 novembre 1993 susvisé, ce passeport peut constituer le document exigé, à condition toutefois de comporter soit dans un cadre séparé, soit sur un autre support, les indications supplémentaires suivantes :

- la mention - Qualité communautaire" - ou Qualité CEE".
- la mention de l'organisme officiel susvisé ou son code :
  - dans le cas de plantes fruitières la mention "CAC"
- la dénomination de la variété ou :
  - dans le cas de plantes ornementales appartenant non pas à des variétés mais à des groupes de plantes : la dénomination du groupe de plantes :
    - en cas de porte-greffes , sa désignation :
    - en cas de matériel fruitier greffé, on ajoutera à la dénomination variétale du greffon la désignation de porte-greffe :
    - en cas de matériel greffé autre que fruitier, on se contentera d'indiquer que la matériel a été greffé
- le nom du pays de récolte pour les plantes provenant de pays tiers.

## **Article 3**

Les plantes commercialisées dans le cadre d'une certification officielle doivent faire l'objet d'un étiquetage reprenant les mentions précisées à l'article 1er ci-dessus, exception faite de l'indication du numéro d'agrément, du nom du fournisseur et de la date de délivrance du document, qui peuvent ne pas y figurer.

En outre, les plantes fruitières doivent obligatoirement être signalées comme soit indemnes de virus ou " VF" soit ayant été soumises à un examen de dépistage de virus ou "VT", selon le cas. Cet étiquetage doit obligatoirement indiquer la catégorie, c'est-à-dire, selon le cas " matériel initial" ou "matériel de base" ou "matériel certifié".

## **Article 4**

Conformément au quatrième alinéa de l'article 8 du décret du 23 juin 1994 susvisé et à l'exception des plantes visées à l'avant-dernier alinéa ci-après, lors de la simple fourniture par un détaillant, à des consommateurs et non à des professionnels, de plantes non certifiées, les indications portées sur le document

d'accompagnement des plantes peuvent être réduites aux mentions suivantes portées sur une étiquette ou une pancarte :

- la mention "Qualité communautaire" ou "Qualité CEE".
- le nom du fournisseur ou le numéro d'agrément ;
- le nom botanique ou le nom commun si le plant n'a pas à être accompagné d'un passeport phytosanitaire en application du décret du 10 novembre 1993 et de l'arrêté du 1 septembre 1993 susvisés :
- la dénomination de la variété ou :
  - dans le cas de plantes ornementales appartenant non pas à des variétés mais à des groupes de plantes : la dénomination du groupe de plantes :
  - en cas de porte-greffe, sa désignation :
  - en cas de matériel greffé, l'indication que le matériel a été greffé ;
- la quantité dans le cas de plantes, bulbes et matériels de multiplication conditionnés en lots : pour les semences, soit la mention du nombre de graines soit la mention du poids :
  - dans le cas de plantes fruitières, la mention "CAC"
  - dans le cas de semences, le numéro individuel de série, de semaine ou de lot ;
- dans le cas de plants de légumes produits directement à partir de semences commercialisées conformément à la directive susvisée du Conseil du 29 septembre 1970, le numéro de référence du lot de semences, à moins que ce numéro ne soit tenu à la disposition de l'organisme officiel chargé du contrôle.

Ces mentions peuvent aussi être portées directement sur l'emballage s'il est inviolable.

Contrairement aux autres plantes qui peuvent être pancartées, les semences d'une part, les plantes ligneuses fruitières et d'ornement présentées à la vente à l'unité ou en emballage, d'autre part, doivent être étiquetées, les étiquettes comportant les mêmes mentions que ci-dessus indiqué.

D'autre-part , le fournisseur devra être en mesure de fournir à l'organisme officiel de contrôle les renseignements correspondant aux mentions visées à l'article 1er et non reprises sur l'étiquette ou le pancartage.

## **Article 5**

Toute offre faite par voie d'annonce, de catalogue ou de tarif doit comporter, si le prix est indiqué, le nom botanique ou le nom commun, le nom de la variété ou la dénomination du groupe de plantes, la classe dimensionnelle dans les conditions prévues, le cas échéant, par les règlements communautaires, ou par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture et de l'économie, ou par les usages professionnels.

## **Article 6**

Les plants ligneux d'ornement appartenant à des genres ou espèces autres que ceux visés par l'annexe 1 du décret du 23 juin 1994 susvisé sont soumis à des obligations d'étiquetage identiques à celles des articles 1, 2, 3 et 4 et 5 ci-dessus, à l'exception des points suivants :

- l'indication "qualité communautaire" ou "qualité CEE " ne peut pas figurer sur les documents d'accompagnement de ces plants :
- le nom botanique peut être remplacé par le nom commun ;
- la classe de hauteur est indiquée selon les usages commerciaux.



#### Article 7

Les articles 4 de l'arrêté du 15 septembre 1982 relatif à la commercialisation des plants ligneux d'ornement et de l'arrêté du 17 octobre 1984 relatif à la commercialisation des plants de légumes sont abrogés.

#### Article 8

Le directeur de la production et des échanges au ministère de l'agriculture et de la pêche et le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, au ministère de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1er décembre 1994

Ministre de l'agriculture et de la pêche,  
pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
de la production et des échanges :

L'ingénieur du génie rural,  
des eaux et des forêts  
P.E. ROSENBERG

Le ministre de l'économie  
Pour le ministre et par délégation  
Pour empêchement du directeur général  
de la concurrence, de la consommation,  
et de la répression des fraudes :  
Le chef de service,  
MALHOMME

**Arrêté du 6 novembre 1995 relatif à la  
surveillance et au contrôle des fournisseurs de  
matériels de multiplication ou de plantes  
ornementales et fruitières et de plants de légumes**  
NOR : AGRP9502316A

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation,

Vu la directive 93/62/CEE de la Commission du 5 juillet 1993 instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs et des établissements dans le cadre de la directive 92/33/CEE du Conseil concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences;

Vu la directive 93/63/CEE de la Commission du 5 juillet 1993 instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs et des établissements dans le cadre de la directive 91/682/CEE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales et des plantes ornementales;

Vu la directive 93/64/CEE de la Commission du 5 juillet 1993 instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs et des établissements dans le cadre de la directive 92/34/CEE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et de plantes destinées à la production de fruits;

Vu la directive 77/93/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans les Etats membres d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, ensemble le titre X du livre II du code rural relatif à la production des végétaux et le décret no 93-1259 du 10 novembre 1993 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, produits végétaux et autres objets;

Vu le décret no 94-510 du 23 juin 1994 relatif à la commercialisation des plantes ornementales, des jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des matériels de multiplication de toutes ces plantes et modifiant le décret no 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants,

Arrête:

Art. 1er. - Le présent arrêté détermine les modalités de surveillance et de contrôle des fournisseurs de matériels de multiplication ou de plantes ornementales ou fruitières ou de plants de légumes, qui sont soumis aux dispositions du décret du 23 juin 1994 susvisé, pour tous les matériels et plantes des genres et espèces visés dans ses annexes I, II et III.

Les organismes officiels désignés pour assurer le contrôle de l'application du décret susvisé, conformément à son article 4, sont tenus de contrôler et de surveiller régulièrement, en les contrôlant au moins une fois par an à un moment approprié, les fournisseurs visés à l'article 6 dudit décret, excepté ceux dont l'activité se limite à mettre sur le marché les matériels de multiplication ou les plantes.

Art. 2. - L'organisme officiel de contrôle précité, tout en tenant compte de l'étendue particulière des activités du fournisseur, doit s'assurer que celui-ci a

mis en place réellement lui-même ou a fait mettre en place dans son établissement les mécanismes d'autocontrôle et de suivi du processus de production prescrits à l'article 7 du décret du 23 juin 1994 susvisé, qui comportent:

A - Une procédure de contrôle de la qualité de sa propre production conforme aux dispositions du ou, le cas échéant, des règlements techniques homologués par un arrêté du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation pris après avis du comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées et prévoyant le recours, dans des cas déterminés, à un laboratoire d'analyses agréé;

B - L'engagement de laisser à tout moment accès, dans les locaux de l'établissement, aux agents chargés par l'organisme officiel responsable des contrôles et de la surveillance ainsi qu'aux experts éventuellement envoyés par la Commission européenne pour surveiller ces contrôles ou pour effectuer des contrôles supplémentaires;

C. - L'engagement d'informer immédiatement l'organisme officiel responsable en cas de présence de l'un quelconque des organismes nuisibles visés par la directive 77/93/CEE et par les textes français pris pour son application, ou en cas d'apparition atypique des autres organismes nuisibles ou de leurs symptômes figurant dans les arrêtés relatifs aux conditions de qualité exigées pour chacune des normes ou catégories visées à l'article 2 et 3 du décret du 23 juin 1994, dès lors qu'il en a connaissance; l'engagement de prendre immédiatement les mesures prescrites par ce dernier et celui de tenir un registre ou de garder des traces par tout autre moyen durable de tous les incidents de ce type et de toutes les mesures prises à cette occasion.

Art. 3. - L'organisme officiel de contrôle veille à ce que le fournisseur se soit ! doté d'un système d'autocontrôle du processus ! de production et d'un système d'enregistrement qui tienne compte :

- de la qualité du matériel de multiplication ou des plantes utilisés pour le démarrage de la production;
- des opérations de semis, de repiquage, de bouturage et de plantation du matériel de multiplication ou des plantes;
- des mesures devant être prises pour le respect de la directive 77/93/CEE concernant la non-introduction des organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux à l'intérieur des Etats ou des zones protégées;
- des plans et des méthodes de culture;
- de l'entretien général des végétaux cultivés;
- des opérations de multiplication;
- des opérations de récolte;
- de l'hygiène;
- des traitements;
- de l'emballage;
- du stockage;
- du transport;
- des tâches administratives.

Il veille également à ce! que soient enregistrées et disponibles pendant un an au moins toutes les informations relatives à :

- l'achat des plantes ou des matériels de multiplication;
- la production;
- l'expédition des plantes ou des matériels de multiplication;
- les traitements chimiques appliqués.

Il veille à ce que le fournisseur coopère avec lui et :

- se tienne personnellement à la disposition de l'organisme officiel de contrôle ou désigne à celui-ci une autre personne possédant une expérience technique suffisante de la production végétale et des questions sanitaires y afférentes;
- procède aux examens visuels indispensables, aux moments appropriés et dans les conditions agréées par l'organisme officiel de contrôle;
- garantisse l'accès, à tout moment dans les locaux de son établissement, aux agents habilités à agir pour l'organisme! officiel de contrôle, ainsi que l'accès aux documents ou enregistrements imposés au fournisseur.

Il vérifie que le système d'autocontrôle mis en place :

- soit fiable;
- soit effectivement appliqué pour chacun des points critiques visés dans le premier alinéa du présent article;
- soit convenable, y compris dans son volet administratif, compte tenu des modalités de production et de commercialisation spécifiques à l'entreprise;
- soit mis en oeuvre par un personnel apte à effectuer ces contrôles.

Art. 4. - L'organisme officiel de contrôle veille à ce que le prélèvement des échantillons à des fins d'analyse dans les laboratoires agréés remplisse toutes les conditions suivantes :

- que les personnes chargées du prélèvement des échantillons aient la compétence requise;
- que le mode de prélèvement soit techniquement correct et s'appuie sur une formule statistique fiable, compte tenu de la nature de l'analyse à effectuer;
- que les échantillons soient prélevés aux différents stades de la production et en respectant la fréquence prévue et agréée par l'organisme officiel de contrôle au moment de l'agrément;
- que l'analyse des échantillons soit confiée à un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture et de la pêche conformément à l'article 9 du décret du 23 juin 1994.

Art. 5. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 novembre 1995.

Pour le ministre et par délégation:  
Par empêchement du directeur de la production et des échanges:  
L'ingénieur du génie rural,  
des eaux et des forêts,  
P.-E. ROSENBERG

**Arrêté du 6 novembre 1995 portant homologation  
des règlements techniques du contrôle de la  
production des plants de légumes et des matériels  
de multiplication de légumes autres que les  
semences**

NOR : AGRP9502313A

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de  
l'alimentation,

Vu la directive 92/33 du Conseil des Communautés  
européennes du 28 avril 1992 concernant la  
commercialisation des plants de légumes et des  
matériels de multiplication de légumes autres que les  
semences, ainsi que la directive 93/62 du 5 juillet  
1993 de la Commission instituant les mesures  
d'application relatives à la surveillance et au  
contrôle des fournisseurs et des établissements dans  
le cadre de la directive susvisée, et la directive 93/61  
du 2 juillet 1993 établissant les fiches indiquant les  
conditions auxquelles les plants de légumes et les  
matériels de multiplication de légumes autres que les  
semences doivent satisfaire, conformément à l'article  
4 de la directive 92/33 susvisée;

Vu le décret no 81-605 du 18 mai 1981, modifié en  
dernier lieu par le décret no 94-510 du 23 juin 1994,  
pris pour l'application, en ce qui concerne le  
commerce des semences et des plants, de la loi du 1er  
août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu le décret no 93-46 du 14 janvier 1993 portant  
réorganisation du comité technique permanent de la  
sélection des plantes cultivées (C.T.P.S.) et modifiant  
le décret du 18 mai 1981 susvisé;

Vu le décret no 94-510 du 23 juin 1994 relatif à la  
commercialisation des plantes ornementales, des  
jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des  
matériels de multiplication de toutes ces plantes et  
modifiant le décret no 81-605 du 18 mai 1981 relatif  
à la commercialisation des semences et plants;

Vu l'avis du comité technique permanent de la  
sélection des plantes cultivées,

Arrête:

Art. 1er. - Le présent arrêté concerne la production  
des plants de légumes et des matériels de  
multiplication des plants de légumes autres que les  
semences, indiqués dans l'annexe II du décret no 94-  
510 du 23 juin 1994 susvisé relatif à la  
commercialisation des plantes ornementales, des  
jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des  
matériels de multiplication de toutes ces plantes et  
modifiant le décret no 81-605 du 18 mai 1981  
concernant le commerce des semences et plants,  
entrant dans le champ d'application défini par l'article  
1er de ce décret.

Art. 2. - Le règlement technique général définit les  
conditions minimales de qualité que doivent remplir  
les plants de légumes et les matériels de  
multiplication des légumes autres que les semences  
susvisés sur les plans génétique, physiologique,  
technique et sanitaire, conformément à l'article 2 du  
décret du 23 juin 1994 susvisé, ainsi que les

conditions dans lesquelles est accordé à tout  
fournisseur désirant exercer sur ces plantes une  
activité soit de multiplication, soit de production, soit  
de protection ou de traitement, soit de mise sur le  
marché l'agrément dont lui fait obligation ce décret,  
dans les conditions indiquées notamment à ses  
articles 6 et 7.

Le règlement technique annexe définit les conditions  
spécifiques aux mêmes plants de légumes issus de  
semences.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au Journal  
officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 novembre 1995.

Pour le ministre et par délégation:  
Par empêchement du directeur de la production et des échanges:  
L'ingénieur du génie rural,  
des eaux et des forêts,  
P.-E. ROSENBERG

Nota. - Ces règlements peuvent être consultés au  
ministère de l'agriculture, de la pêche et de  
l'alimentation (D.P.E., bureau de la sélection végétale  
et des semences), 3, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris.

**ANNEXE 5 :**

**REGLEMENT TECHNIQUE  
ET REGLEMENT TECHNIQUE ANNEXE  
DU CONTROLE DE LA PRODUCTION  
DES PLANTS DE LEGUMES ISSUS DE SEMENCES**



**REGLEMENT TECHNIQUE GENERAL DU CONTROLE  
DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION  
DES PLANTS DE LEGUMES ET DES MATERIELS DE MULTIPLICATION  
DE LEGUMES AUTRES QUE LES SEMENCES**

**SOMMAIRE**

Introduction -Champ d'application du règlement technique .....	42
<b>1 - CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>43</b>
<b>2 - AGREMENTS.....</b>	<b>43</b>
<b>2.1. Agrément des fournisseurs .....</b>	<b>43</b>
2.11. Demande d'agrément, instruction et décision	
2.12. Catégories d'agrément	
2.13. Critères d'agrément	
<b>2.2. Agrément des laboratoires .....</b>	<b>44</b>
<b>2.3. Critères particuliers .....</b>	<b>44</b>
<b>2.4. Validité .....</b>	<b>44</b>
<b>3 - ORGANISATION DE LA PRODUCTION.....</b>	<b>45</b>
<b>3.1. Variétés.....</b>	<b>45</b>
<b>3.2. Production.....</b>	<b>45</b>
<b>4 - CONTROLE DES CULTURES ET DES LOTS .....</b>	<b>45</b>
4.1. Généralités .....	45
4.2. Notation et contrôle des cultures.....	45
4.3. Echantillonnage en culture et sur lots.....	45
4.4. Analyses et tests en laboratoire.....	45
<b>5 - DIFFERENCIATION DES LOTS.....</b>	<b>46</b>
<b>6 - COMPTABILITE-MATIERE .....</b>	<b>46</b>
<b>7 - DOCUMENT ACCOMPAGNANT LE MATERIEL.....</b>	<b>46</b>

**REGLEMENT TECHNIQUE GENERAL DU CONTROLE DE LA PRODUCTION ET DE LA COMMERCIALISATION DES PLANTS DE LEGUMES ET DES MATERIELS DE MULTIPLICATION DE LEGUMES AUTRES QUE LES SEMENCES**  
(homologué par arrêté du 6 Novembre 1995)

Le matériel végétal concerné sera dénommé par le terme générique de "matériel" dans la suite du texte.

Le présent règlement technique, a été pris après avis du Comité Technique permanent de la Sélection des plantes cultivées.

Il est pris en application du décret n° 94-510 du 23 Juin 1994 relatif à la commercialisation des plantes ornementales, des jeunes plants de légumes, des plantes fruitières et des matériels de multiplication de toutes ces plantes (et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 concernant le commerce des semences et plants), décret qui a transposé en droit français la directive n° 92-33 du Conseil des Communautés européennes du 28 Avril 1992 concernant la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes autres que les semences.

Le présent arrêté opère également la transposition des directives n° 93-61 du 2 juillet 1993 et n° 93-62 du 5 juillet 1993 prises en application de la précédente : l'une établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les plants de légumes et les matériels de multiplication de légumes autres que les semences doivent satisfaire conformément à l'article 4 de la directive 92-33, l'autre instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs et des établissements dans le cadre de la directive 92-33.

Le présent règlement technique s'applique à toute personne physique ou morale souhaitant exercer sur les matériels de multiplication de légumes (autres que les semences) et les plants de légumes, (ci-après dénommé "matériels"), une activité de :

- multiplication
- production
- protection
- traitement
- commercialisation
- mise à disposition d'un tiers sous quelque forme que ce soit.

Les personnes seront ci-après désignées sous le terme générique de "fournisseur".

Le présent règlement technique s'applique aux matériels de multiplication de légumes (à l'exception des semences) et aux plants de légumes des espèces citées ci-dessous :

- ail	<i>Allium sativum</i>
- artichaut	<i>Cynara scolymus</i>
- asperge	<i>Asparagus officinalis</i> L.
- aubergine	<i>Solanum melongena</i> L.
- betterave rouge (potagère)	<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.
- cardon	<i>Cynara cardunculus</i>
- carotte	<i>Daucus carota</i> L.
- céleri	<i>Apium graveolens</i> L.
- cerfeuil	<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.
- chicorée scarole	<i>Cichorium endivia</i> L.
- chicorée frisée	<i>Cichorium endivia</i> L.
- chicorée witloof (endive)	<i>Cichorium intybus</i> L. (partim)
- chou brocoli	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L) Alef. var. <i>cymosa</i> Duch..
- chou chinois	<i>Brassica pekinensis</i> L.
- chou cabus	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef. var. <i>alba</i> -DC
- chou de Bruxelles	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC
- chou de milan	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef. var. <i>sabauda</i> L
- chou fleur	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L) Alef. var. <i>botrytis</i> L.
- chou frisé	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef. var. <i>sabellica</i> L.
- chou rave	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef. var. <i>gongylodes</i>
- chou rouge	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef. var. <i>rubra</i> DC.
- ciboulette	<i>Allium fistulosum</i> L.
- concombre/cornichon	<i>Cucumis sativus</i> L.
- courgette	<i>Cucurbita pepo</i> L.
- échalote	<i>Allium ascalonicum</i>
- épinard	<i>Spinacia oleracea</i> L.
- fenouil	<i>Foeniculum vulgare</i> Miller
- fève	<i>Vicia faba</i> L. (partim)
- haricot	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.
- haricot d'Espagne	<i>Phaseolus coccineus</i> L.
- laitue	<i>Lactuca sativa</i> L.
- mâche	<i>Valerianella locusta</i> (L) Laterr.
- melon	<i>Cucumis melo</i> L.
- melon d'eau (pastèque)	<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb). Matsum et Nakai
- navet de printemps	<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>rapa</i>
- navet d'automne	<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>rapa</i>
- oignon	<i>Allium cepa</i> L.
- persil	<i>Petroselinum crispum</i> (Miller) Nyman ex A. W. Hill
- piment / poivron	<i>Capsicum annum</i> L.
- poireau	<i>Allium porrum</i> L.
- poirée	<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>vulgaris</i>
- pois(à l'exclusion des pois fourragers)	<i>Pisum sativum</i> L. (partim)
- potiron	<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne

- tomate	<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.
- radis	<i>Raphanus sativus</i> L.
- rhubarbe	<i>Rheum</i>
- scorsonère -	<i>Scorzonera hispanica</i> L.

Le contrôle du matériel est réalisé par le Service Officiel de Contrôle et de Certification (SOC) qui s'assure que celui-ci répond aux prescriptions du présent règlement technique général et des règlements techniques annexes.

Ces opérations de contrôle officiel ne font pas obstacle à la réglementation générale applicable aux différentes espèces, aux contrôles susceptibles d'être exercés par les services de la Direction de la Concurrence et de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ainsi qu'aux prescriptions reprises dans le décret n° 93-1259 du 10 novembre 1993 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, produits végétaux, et autres objets, et à l'arrêté du 2 septembre 1993 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux, et autres objets.

Des règlements techniques annexes pris par arrêtés du Ministère chargé de l'Agriculture précisent les conditions propres aux différentes espèces ou groupes d'espèces. Ils prévoient des conditions particulières qui ne font pas obstacle à l'application des principes retenus par le présent règlement technique général.

## **I- CONDITIONS GENERALES**

Le contrôle officiel permet au SOC de s'assurer que les matériels répondent aux prescriptions du présent règlement et des règlements techniques annexes, sur le plan génétique, physiologique et sanitaire, ainsi que sur les informations portées à la connaissance de l'acheteur.

Le contrôle du SOC s'exerce à tous les stades de la production à la commercialisation. Le SOC doit avoir à tout moment, accès à tous les locaux des fournisseurs.

Les experts de la Commission peuvent, si nécessaire, effectuer, en coopération avec les organismes officiels responsables des Etats membres, des contrôles sur place.

## **2 - AGREMENTS**

### **2.1. Agrément des fournisseurs**

Le matériel ne peut être commercialisé que par des fournisseurs agréés.

#### **2.11. Demande d'agrément, instruction et décision**

L'agrément est accordé par décision du Ministère chargé de l'Agriculture sur proposition du SOC.

Les demandes d'agrément sont formulées auprès du SOC par les personnes physiques ou morales inscrites dans la catégorie professionnelle correspondant à leur activité.

Le SOC instruit la demande et s'assure en particulier que les critères techniques d'agrément sont bien remplis.

Le SOC propose au Ministère chargé de l'Agriculture :

- soit l'agrément

- soit le refus

Les motifs de la décision de refus doivent être communiqués au demandeur.

#### **2.12. Catégories d'agrément : Les agréments sont accordés séparément ou simultanément pour les catégories ci-après :**

. producteur

. distributeur

#### **2.13. Critères d'agrément**

Seuls peuvent être agréés les fournisseurs qui :

- S'engagent à respecter le présent règlement, le règlement technique annexe concerné et s'il y a lieu les circulaires d'application émanant du SOC.

- S'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les matériels, à tous les stades de la production et de la commercialisation, répondent aux normes minimales de qualité définies dans les règlements techniques annexes

- Effectuent eux-mêmes ou font effectuer par un fournisseur agréé ou par le SOC, des contrôles basés sur le processus suivant :

##### **a) Identification des points critiques de leur processus de fabrication**

- qualité des semences ou des plants ou matériels de multiplication utilisés pour le démarrage de la production.

- semis, repiquage, greffage, éclatement, bouturage, plantation.

- identification des organismes nuisibles de quarantaine (voir arrêté phytosanitaire précédemment cité).

- méthodes de culture

- entretien général des végétaux

- opérations de multiplication

- opérations de récolte

- exécution de la commande

- hygiène

- traitement

- emballage

- stockage

- transport

##### **b) Elaboration et mise en oeuvre de méthodes de surveillance et de contrôle de ces points critiques .**

Le SOC s'assurera de la fiabilité de ces méthodes, ainsi que de leur adéquation à l'objectif recherché.

c) Prélèvements réguliers d'échantillons en vue de leurs analyses par un laboratoire agréé par le SOC afin de vérifier le respect des normes précisées dans les règlements techniques annexes.

d) Enregistrement par écrit, ou par un autre moyen durable, des données visées au a, b, c

e) Tenue d'un registre de la production et de la commercialisation des plants mis à la disposition du SOC sur sa demande. Ces documents et registres devront être conservés pendant une période d'au moins 1 an..

Les fournisseurs dont l'activité se limite à la distribution de matériels produits et emballés en dehors de leurs établissements sont seulement tenus de tenir un registre ou de garder des traces durables des opérations d'achat et de vente et/ou de livraison de tels produits.

Les fournisseurs dont l'activité se limite à la livraison de petites quantités de matériels aux consommateurs finaux non professionnels ne sont pas tenus d'appliquer les points a), b), c), d), e)

- Disposent du personnel nécessaire en nombre et en qualification compte tenu de l'activité de l'établissement. Ce personnel devra être particulièrement formé à utiliser les méthodes de surveillance et de contrôle des points critiques mentionnées précédemment.

- S'engagent à informer immédiatement le SOC si les résultats de leurs propres contrôles (ou des contrôles réalisés chez eux par un fournisseur agréé) révèlent la présence d'organismes de quarantaine, ou dans une quantité supérieure aux normes d'organismes dits "de qualité" ( voir règlement technique annexe.).

Les fournisseurs s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour réduire le risque de dissémination des organismes nuisibles en question.

Les fournisseurs tiennent un registre de toutes les apparitions d'organismes nuisibles dans leurs établissements et de toutes les mesures prises à ce sujet.

- S'engagent à tenir une comptabilité :

- des plants achetés à des fins de stockage ou de plantation sur place.
- des plants en production ou expédiés à des tiers et ,
- de tout traitement chimique appliqué au matériel.

Les documents d'enregistrement sont conservés pendant au moins 1 an et doivent pouvoir être fournis au SOC sur sa demande

Cette obligation ne s'applique pas aux fournisseurs dont l'activité se limite à la livraison de petites quantités de matériels aux consommateurs finaux non professionnels. Ceux-ci tiendront néanmoins à la disposition du SOC leurs factures d'achat des plants.

- S'engagent à ce qu'une personne possédant une expérience technique de la production végétale et des questions sanitaires se tienne à la disposition du SOC

- Tiennent à la disposition du SOC le cas échéant le numéro de référence du lot de semences utilisé, à moins que ce numéro ne soit indiqué sur le document qui accompagne le matériel.

## **2.2. Agrément des laboratoires**

L'agrément des laboratoires est proposé par le SOC au Ministère chargé de l'Agriculture à condition d'avoir constaté leur aptitude par leurs structures et leurs méthodes à effectuer tous les contrôles nécessaires à l'application des règlements techniques.

Pour qu'un laboratoire soit agréé, son responsable doit :

- S'engager à respecter les règlements techniques d'agrément s'ils existent.
- Disposer de moyens techniques suffisants pour identifier les organismes nuisibles.
- Se prêter à la surveillance et au contrôle du SOC
- Laisser à tout moment les locaux libres d'accès aux agents du SOC.

## **2.3. Critères particuliers**

Ceux-ci sont fixés par les règlements techniques annexes en fonction des caractéristiques de chaque espèce et de l'activité professionnelle exercée.

## **2.4. Validité**

L'agrément est maintenu aussi longtemps que le fournisseur exerce la même activité et satisfait aux prescriptions des règlements techniques concernés

Si un fournisseur ou un laboratoire décide d'exercer des activités autres que celles pour lesquelles il a été agréé, un nouvel agrément doit être demandé..

La suppression d'un agrément peut être prononcée par le Ministère chargé de l'Agriculture sur proposition du SOC dans les conditions prévues par l'article 10 du décret 94/510 du 23 juin 1994.

### **3- ORGANISATION DE LA PRODUCTION**

#### **3.1. Variétés**

Pour les espèces reprises dans la directive CEE semences 70/458, seules peuvent être commercialisées en France les variétés inscrites au catalogue français ou au catalogue communautaire.

Pour les espèces suivantes : ail, artichaut, ciboule, ciboulette, échalote, rhubarbe, elles ne peuvent être commercialisées en France que si leurs variétés sont admises officiellement, en France ou dans au moins un Etat membre.

#### **3.2. Production**

La production de matériels utilisera du matériel de départ (semences ou organes de multiplication végétative) répondant aux prescriptions des règlements techniques annexes concernant l'espèce.

Durant la végétation, ainsi que lors de l'arrachage ou du prélèvement de greffons sur le matériel parental, les plants sont maintenus en lots séparés.

Chaque lot de plants est identifié par un numéro de référence qui lui est affecté dès le semis, la plantation ou le greffage.

### **4 - CONTROLE DES CULTURES ET DES LOTS**

#### **4.1. Généralités**

Le contrôle des cultures et des lots s'exerce à tous les stades de la production, de la conservation, du conditionnement, du transport et de la commercialisation du matériel.

Le professionnel met en place lui-même, ou fait mettre en place par un fournisseur agréé ou par le SOC, une procédure de contrôle de la qualité de sa propre production conforme aux prescriptions de qualité exigées dans les règlements techniques.

Ne sont pas soumis à ce paragraphe les distributeurs détaillants dont l'activité se limite à la commercialisation aux "amateurs" de petites quantités de marchandise. Sont également exemptés les fournisseurs dont l'activité se limite à la distribution de marchandises produites et emballées en dehors de leurs établissements. Par contre, ils devront tenir un registre ou garder des traces durables des opérations d'achat de vente et de livraison des plantes ou des matériels de multiplication qu'ils devront garder 3 ans.

Des contrôles officiels par sondage sont réalisés par le SOC.

Le SOC est habilité à prescrire à l'entreprise toute mesure appropriée pour que le matériel en cause soit rendu conforme aux prescriptions de qualité exigées dans les règlements techniques annexes ou, à défaut, à prononcer l'interdiction de sa commercialisation. La commercialisation de matériel n'ayant pas fait l'objet de la mesure de remise en conformité exigée ou ayant fait l'objet d'une interdiction de commercialisation est passible des poursuites prévues par le code de la consommation. Toute mesure d'interdiction de commercialisation sera levée dès lors qu'il sera établi avec une certitude suffisante que le matériel sera à l'avenir conforme aux prescriptions des règlements techniques.

#### **4.2. Notation et contrôle des cultures**

Les cultures sont placées sous la surveillance du producteur qui procède aux observations visuelles, et si nécessaire fait appel à des analyses de laboratoire.

Ces méthodes de contrôle et de surveillance devront être soumises au SOC sur sa demande.

Les agents du SOC ou les techniciens placés sous son autorité pourront contrôler par sondage les cultures.

#### **4.3. Echantillonnage en culture et sur lots**

En ce qui concerne le prélèvement d'échantillons à des fins d'analyses dans un laboratoire agréé, le SOC exerce une surveillance et un contrôle sur le fournisseur afin de s'assurer s'il y a lieu que :

- les échantillons sont prélevés aux différents stades de la culture, de la conservation à la commercialisation, en respectant les fréquences retenues par le fournisseur, après avis du SOC.
- Le mode de prélèvement est techniquement correct et s'appuie sur une formule statistique fiable.
- les personnes chargées du prélèvement sont formées et compétentes pour le faire.

Ce chapitre ne s'applique pas aux fournisseurs dont l'activité se limite à la livraison de petites quantités de matériels de multiplication et de plants de légumes aux amateurs - Ainsi qu'aux fournisseurs dont l'activité se limite à la simple distribution de matériels de multiplication et de plants produits et emballés en dehors de leur établissement.

#### **4.4. Analyses et tests en laboratoire**

Le producteur fait analyser les échantillons par un laboratoire agréé, pour vérifier la conformité du matériel, en particulier aux prescriptions phytosanitaires. Les résultats enregistrés permettront à tout moment d'agir sur le matériel (traitement, destruction). Ils sont immédiatement communiqués au SOC quand ils révèlent la présence d'organismes nuisibles de quarantaine.

Le fournisseur dont l'activité se limite à la livraison de petites quantités de matériels aux amateurs ne sont pas tenus de faire des analyses sur leurs matériels. Par contre, s'ils possèdent des informations concernant la présence d'organismes de quarantaine, ils doivent également les communiquer au SOC.



## **5 - DIFFERENCIATION DES LOTS**

La commercialisation du matériel doit être faite en lots suffisamment homogènes.

On entend par lot homogène un ensemble de plants identifiable par l'homogénéité de sa composition et de son origine.

Si des matériels d'origines différentes sont assemblés ou mélangés lors de l'emballage, du stockage, du transport, ou de la livraison, le fournisseur consigne sur un registre : la composition du lot et l'origine de ses différents composants.

## **6 - COMPTABILITE-MATIERE**

Les fournisseurs dont l'activité se limite à la livraison de petites quantités de plants aux consommateurs finals non professionnels sont seulement tenus de conserver leurs factures d'achat pendant un an.

Tous les autres fournisseurs tiennent une comptabilité matière des entrées et des sorties des plants. Le SOC peut se faire communiquer le détail de cette comptabilité matière.

## **7- DOCUMENT ACCOMPAGNANT LE MATERIEL**

Le matériel commercialisé doit obligatoirement être accompagné d'un document du fournisseur, conformément à l'arrêté de commercialisation du 1er décembre 1994 relatif à l'étiquetage des plants et des matériels de multiplication.

**REGLEMENT TECHNIQUE ANNEXE DU CONTROLE  
DE LA PRODUCTION DES PLANTS DE LEGUMES ISSUS DE SEMENCES**

**SOMMAIRE**

<b>I- CONDITIONS GENERALES .....</b>	<b>48</b>
<b>2 -AGREMENT .....</b>	<b>49</b>
<b>2.1. Catégories d'agrément .....</b>	<b>49</b>
<b>2.2. Critères particuliers d'agrément .....</b>	<b>49</b>
2.21. Laboratoires	
2.22. Identification et méthode de surveillance et de contrôle des points critiques de leur procédure de production	
2.23. Compétence du personnel	
<b>3 - ORGANISATION DE LA PRODUCTION.....</b>	<b>49</b>
<b>3.1. Généralités .....</b>	<b>49</b>
3.11. Identification des lots	
3.12. Locaux et équipements de production	
3.13. Matériels d'exploitation	
3.14. Devenir des plants invendus	
<b>3.2. Conditions de cultures aux différents stades de la production .....</b>	<b>50</b>
3.21. Semis	
3.22. Croissance	
3.23. Greffage	
3.24. Repiquage	
3.25. Arrachis	
<b>3.3. Logistique commerciale .....</b>	<b>50</b>
3.31. Préparation de la commande	
3.32. Livraison	
<b>4 - CONTROLE DES CULTURES ET DES LOTS .....</b>	<b>50</b>
<b>5 - REGLES ET NORMES.....</b>	<b>51</b>
<b>5.1. Qualités sanitaires.....</b>	<b>51</b>
<b>5.2. Qualité génétique.....</b>	<b>51</b>
<b>5.3. Qualité morphologique et physiologique .....</b>	<b>51</b>

**REGLEMENT TECHNIQUE ANNEXE DU CONTROLE DE LA PRODUCTION DES  
PLANTS DE LEGUMES ISSUS DE SEMENCES**  
( homologué par arrêté du 6 novembre 1995)

**I - CONDITIONS GENERALES**

Le contrôle des plants de légumes issus de semences est organisé en application du règlement technique général du contrôle de la production et de la commercialisation des plants de légumes et des matériels de multiplication de légumes (à l'exclusion des semences) et du présent règlement technique annexe.

Ce règlement technique est rédigé en l'état actuel des connaissances techniques

Le matériel végétal (ci-après dénommé matériel) concerné est le suivant :

- artichaut -	<i>Cynara scolymus</i> <b>(1)</b>
- asperge	<i>Asparagus officinalis</i> L.
- aubergine	<i>Solanum melongena</i> L.
-betterave_rouge ( potagère)	<i>Beta vulgaris</i> L. var. <i>conditiva</i> Alef.
- cardon	<i>Cynara Cardunculus</i>
- carotte	<i>Daucus carota</i> L.
-céleri	<i>Apium graveolens</i> L.
-cerfeuil	<i>Anthriscus cerefolium</i> (L.) Hoffm.
-chicorée scarole	<i>Cichorium endivia</i> L.
- chicorée frisée	<i>Cichorium endivia</i> L.
- chicorée witloof (endive)	<i>Cichorium intybus</i> L. partim
- chou brocoli	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L) Alef.var <i>cymosa</i> Duch..
-chou chinois	<i>Brassica pekinensis</i> L.
- chou cabus	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef .var. <i>alba</i> -DC
- chou de bruxelles	<i>Brassica oleracea</i> L. convar . <i>oleracea</i> var. <i>gemmifera</i> DC
- chou de milan	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef .var. <i>sabauda</i> L.
- chou fleur	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L) Alef.var <i>botrytis</i> L.
-chou frisé	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef.var. <i>sabellica</i> L.
- chou rave	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>acephala</i> (DC) Alef.var. <i>gongylodes</i>
- chou rouge	<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L) Alef .var. <i>rubra</i> DC.
- ciboule	<i>Allium fistulosum</i> L. <b>(1)</b>
- ciboulette	<i>Allium schonoprasum</i> L. <b>(1)</b>
- concombre/cornichon	<i>Cucumis sativus</i> L.
-courgette	<i>Cucurbita pepo</i> L.
- échalote	<i>Allium ascalonicum</i> <b>(1)</b>
-épinard	<i>Spinacia oleracea</i> L.
- fenouil	<i>Foeniculum vulgare</i> Miller
-fève	<i>Vicia faba</i> L. (partim)
- haricot	<i>Phaseolus vulgaris</i> L.
- haricot d'Espagne	<i>Phaseolus coccineus</i> L.
- laitue	<i>Lactuca sativa</i> L.
- mâche	<i>Valerianella locusta</i> (L.) Laterr.
- melon	<i>Cucumis melo</i> L.
-melon d'eau (pastèque)	<i>Citrullus lanatus</i> (Thunb). Matsum et Nakai
- navet de printemps	<i>Brassica rapa</i> L. var <i>rapa</i>
- navet d'automne	<i>Brassica rapa</i> L. var <i>rapa</i>
- oignon	<i>Allium cepa</i> L.
- persil	<i>Petroselinum crispum</i> (Miller) Nyman ex A. W. Hill
- piment / poivron	<i>Capsicum annum</i> L.
- poireau	<i>Allium porrum</i> L.
- poirée	<i>Beta vulgaris</i> L. var <i>vulgaris</i>
- pois(à l'exclusion des pois fourragers)	<i>Pisum sativum</i> L. (partim)
- potiron	<i>Cucurbita maxima</i> Duchesne
- tomate	<i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L) Karsten ex Farw.
- radis	<i>Raphanus sativus</i> L.
- rhubarbe	<i>Rheum</i> <b>(1)</b>
- scorsonère -	<i>Scorzonera hispania</i> L.

**(1)** Espèces non couvertes par la directive semences

70/458.

Ce matériel ne peut être commercialisé dans la Communauté que s'il appartient à une variété admise officiellement dans au moins un Etat membre.

## 2 - AGREMENT

### 2.1. Conditions d'agrément

Pour toute demande d'agrément, le SOC réalise une enquête technique chez le demandeur sur laquelle est basée l'avis qu'il transmet au Ministère chargé de l'Agriculture

Le SOC instruit toute demande d'agrément - Pour toute demande d'agrément d'un producteur, le SOC réalise une enquête technique chez le demandeur sur laquelle est basé l'avis qu'il transmet au Ministère chargé de l'Agriculture

### 2.2. Critères particuliers d'agrément

#### 2.21. Laboratoires

Les laboratoires d'analyses agréés doivent fournir des résultats d'analyses fiables comparables aux résultats obtenus par un laboratoire de référence.

#### 2.22. Identification et méthode de surveillance et de contrôle des points critiques de la procédure de production

Les fournisseurs-producteurs mettent en place, appliquent et vérifient la bonne application, et l'efficacité des procédures d'auto contrôle de leur production.

Le règlement technique général précise la liste des principaux points critiques rencontrés pour toute activité de production.

#### 2.23. Compétence du personnel

Le responsable des questions sanitaires devra posséder la formation nécessaire pour reconnaître les symptômes des organismes nuisibles de quarantaine et de "qualité" (voir paragraphe 5 ) et pour prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éliminer les risques de dissémination (traitement, épuration, destruction).

A défaut de responsable spécialement formé, le fournisseur devra attester qu'il bénéficie des services d'un personnel extérieur compétent .

Le SOC vérifiera que le responsable applique efficacement les méthodes de surveillance et de contrôle visées au 2.22.

## 3 -ORGANISATION DE LA PRODUCTION

### 3.1. Généralités

#### 3.11. Identification des lots

Dès le semis , chaque lot est identifié. Cette identification sera conservée jusqu'à la commercialisation. Elle doit permettre de remonter au numéro de lot de semences d'origine , de connaître à tout moment l'espèce et la variété du lot en question ainsi que son suivi technique (date de semis, traitement ...). Elle devra être enregistrée par le fournisseur , conservée pendant 1 an et tenue à la disposition du SOC.

#### 3.12 . Locaux et équipements de production

Les locaux sont conçus et entretenus de façon à permettre une croissance correcte des plants aussi bien au niveau de l'état physiologique que sanitaire.

Le maximum de précautions sera pris pour limiter l'introduction dans les serres des organismes nuisibles cités dans le règlement technique.

Les mauvaises herbes présentes à l'intérieur et à proximité des serres devront être détruites.

Le fournisseur assurera en permanence la prophylaxie des moyens de production. (désinfection régulière de la terre, des bâches plastiques, de tout support inerte, de l'infrastructure de la serre., etc)

Les systèmes d'aération, de nutrition, d'irrigation, et de traitement doivent permettre d'assurer une croissance normale des plants et une protection sanitaire suffisante.

#### 3.13. Matériels d'exploitation

A défaut de posséder un matériel d'exploitation réservé à chaque serre, le fournisseur devra veiller à la désinfection de celui-ci avant de changer de serre et tout particulièrement lorsqu'il devra passer d'une exploitation de plantes ornementales à une exploitation de plants de légumes.

#### 3.14. Devenir des plants invendus

Les lots de plants invendus et leurs substrats devront être détruits ou temporairement stockés dans un endroit où il n'y a pas de risque de contamination sanitaire des plants en production.

### **3.2 Conditions de cultures aux différents stades de production**

#### 3.21. Semis

Dans le cas d'un semis mécanique, le responsable veillera au bon nettoyage du semoir entre chaque lot de semences.

#### 3.22. Croissance

Les plants devront être positionnés de façon à permettre d'assurer correctement toutes les techniques culturales nécessaires et surtout de permettre que tous les plants puissent être contrôlés visuellement et individuellement (contrôles de la levée, de l'état physiologique et sanitaire, anomalie variétale ou morphologique).

#### 3.23. Greffage

Les porte-greffes doivent également respecter les conditions du présent règlement. A l'exclusion de l'inscription sur un catalogue officiel ou de l'admission dans un Etat-membre, l'identification du lot de porte greffe doit être réalisée et maintenue .

#### 3.24. Repiquage

L'identification du lot doit être maintenu. Le repiquage est réalisé par du personnel formé pour le faire. La technique employée doit entraîner un minimum de blessure des racines.

#### 3.25. Arrachis

Le fournisseur devra s'entourer des mêmes garanties sanitaires que celles imposées pour la production de plants en mottes.

La terre ainsi que les chassis devront être régulièrement désinfectés .

Les parcelles seront identifiées.

Les repousses devront être détruites .

La protection physique et l'état cultural des parcelles devront permettre d'assurer la bonne croissance des plants, ainsi que tous les contrôles nécessaires à la production de plants de qualité.

Les plantes et cultures environnantes seront traitées ou détruites de façon à limiter les risques d'apparition et de transmission des organismes nuisibles cités dans le règlement technique.

### **3.3. Logistique commerciale**

#### 3.31. Préparation de la commande

Les instructions données au responsable doivent permettre d'éviter tout risque de mélange d'espèces et de variétés.

Les plants prêts à être vendus doivent répondre aux règles et normes qualitatifs précisés au paragraphe 5. et aux règles d'étiquetage précisées dans l'arrêté du 1er décembre 1994

Le conditionnement des plants sera adapté afin de ne pas porter préjudice à la qualité intrinsèque des plants.

Le fournisseur devra veiller à ce que les plants préparés à la vente ne subissent pas des délais d'attente de livraison susceptibles d'altérer leur qualité.

#### 3.32. Livraison

Le fournisseur veillera à ce que les conditions et les délais de transport ne nuisent pas à la qualité intrinsèque des plants

## **4 - CONTROLE DES CULTURES ET DES LOTS**

Le fournisseur devra pratiquer , ou faire pratiquer, un contrôle de sa production afin de ne commercialiser que du matériel répondant aux prescriptions du règlement technique.

Pour cela, il devra

- mettre en place des méthodes de contrôle et de surveillance dont la fiabilité aura été constatée par le SOC,
- s'assurer de la compétence du personnel qui mettra en place ces méthodes,
- vérifier la bonne application de ces méthodes sur le terrain ,
- vérifier l'enregistrement des résultats obtenus avec ces méthodes et l'enregistrement des éventuelles mesures correctives prises suite à ces résultats.

Ces méthodes porteront à la fois sur l'aspect du plant mais également sur les techniques culturales (aération, irrigation...) et sur l'environnement de la culture (présence de mauvaises herbes, état de la serre ...)

Les méthodes devront mentionner, entre autres informations :

- Le nom du responsable des contrôles, sa formation et son expérience.
- S'il doit faire appel dans certains cas à des experts extérieurs (nommer ces experts).

- S'il s'agit de méthodes visuelles, ou faisant appel à des analyses. Ces dernières seront utilisées dans le cas de symptômes ou de présence difficilement décelables par observation visuelle, ou en cas de symptômes douteux pour aider à la décision.

- Le nombre de visites à réaliser

- Le protocole des prélèvements d'échantillons (nombre de plants, fréquence...)

- Le type de document sur lequel sont consignés les résultats et les mesures correctives prises.

Le responsable du contrôle sanitaire devra être formé à la reconnaissance des organismes nuisibles de quarantaine et de qualité et des symptômes liés à leur présence, ainsi qu'à la connaissance des traitements préventifs et curatifs les plus efficaces.

Il fera régulièrement des observations et communiquera immédiatement au SOC toute anomalie ou tout symptôme laissant supposer la présence des organismes nuisibles répertoriés.

Pour tout organisme de quarantaine, il devra également se conformer aux prescriptions des cahiers des charges techniques rédigés par le Service de la Protection des Végétaux.

## **5 - REGLES ET NORMES**

### **5.1.- Qualités sanitaires**

Les matériels doivent le cas échéant satisfaire aux conditions phytosanitaires prévues dans la directive phytosanitaire 77/93/CE et se conformer aux textes législatifs et réglementaires français pris en application de cette directive, concernant les mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, produits végétaux et autres objets, et relatifs à leurs exigences sanitaires.

De plus, le matériel doit être, au moins par observation visuelle, substantiellement indemne d'organismes nuisibles dits "de qualité" affectant leur qualité, et notamment de ceux listés ci-après, et ne pas présenter de traces ou de symptômes facteurs de réduction de sa valeur d'utilisation.

Tout matériel présentant au stade de la culture des symptômes visibles des organismes nuisibles de qualité fait l'objet d'un traitement approprié dès l'apparition du symptôme ou, si nécessaire, est épuré.

### **5.2. Qualité génétique**

le matériel doit avoir une identité et une pureté d'espèce et une identité et une pureté variétale suffisantes.

Tout plant manifestement d'une autre espèce ou d'une autre variété que celle de la culture doit être éliminé.

### **5.3. Qualité morphologique et physiologique**

Le matériel doit être substantiellement exempt de tout défaut susceptible de réduire sa qualité.

Le matériel doit présenter la vigueur et les dimensions requises pour son utilisation. En outre leurs racines, tiges et feuilles doivent être convenablement proportionnées



**ORGANISMES NUISIBLES "DITS DE QUALITE" CITES  
DANS LA DIRECTIVE DE COMMERCIALISATION 93/61/CEE**

<i>Allium cepa</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Delia</i> spp.</li> <li>- <i>Ditylenchus dipsaci</i></li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Thysanoptera</i>, en particulier <i>Thrips tabaci</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas</i> spp.</li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Botrytis</i> spp.</li> <li>- <i>Fusarium oxysporum</i> f.sp.<i>cepae</i></li> <li>- <i>Peronospora destructor</i></li> <li>- <i>Sclerotium cepivorum</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la bigarrure de l'oignon</p>
<i>Allium fistulosum</i> et <i>schonoprasum</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Delia</i> spp.</li> <li>- <i>Ditylenchus dipsaci</i></li> <li>- <i>Thysanoptera</i>, en particulier <i>Thrips tabaci</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Sclerotium cepivorum</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous</p>
<i>Allium porrum</i>	<p><b>Insectes , acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Delia</i> spp.</li> <li>- <i>Ditylenchus dipsaci</i></li> <li>- <i>Thysanoptera</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas</i> spp.</li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Alternaria porri</i></li> <li>- <i>Fusarium culmorum</i></li> <li>- <i>Phytophthora porri</i></li> <li>- <i>Sclerotium cepivorum</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la jaunisse du poireau</p>

<i>Apium graveolens</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Acidia heraclei</i></li> <li>- <i>Lygus</i> spp.</li> <li>- <i>Psila rosae</i></li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i> et <i>Thrips tabaci</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Erwinia carotovora</i> subsp. <i>carotovora</i></li> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>apii</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Fusarium oxysporum</i> f.sp. <i>apii</i></li> <li>- <i>Phoma apiicola</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Sclerotinia sclerotiorum</i></li> <li>- <i>Septoria apiicola</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier les virus de la mosaïque du céleri et du concombre</p>
<i>Asparagus officinalis</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Brachychorynella asparagi</i></li> <li>- <i>Hypopta caestrum</i></li> <li>- <i>Platyparea poecyloptera</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Fusarium</i> spp.</li> <li>- <i>Rhizoctonia violacea</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous</p>
<i>Beta vulgaris</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pegomyia betae</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Phoma betae</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la rhizomanie</p>

<i>Brassica oleracea</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Heterodera</i> spp.</li> <li>- Lepidoptera, en particulier <i>Pieris brassicae</i></li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i>.</li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv.<i>maculicola</i></li> <li>- <i>Xanthomonas campestris</i> pv.<i>campestris</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Alternaria brassicae</i></li> <li>- <i>Mycosphaerella</i> spp.</li> <li>- <i>Phoma lingam</i></li> <li>- <i>Plasmiodiophora brassicae</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Rhizoctonia solani</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la mosaïque du chou-fleur, les tospovirus et le virus de la mosaïque du navet.</p>
<i>Brassica pekinensis</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aphididae</li> <li>- Lepidoptera, en particulier <i>Pieris brassicae</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Erwinia carotovora</i></li> <li>- <i>Xanthomonas campestris</i> pv.<i>campestris</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Alternaria brassicae</i></li> <li>- <i>Botrytis cinerea</i></li> <li>- <i>Mycosphaerella</i> spp.</li> <li>- <i>Phoma lingam</i></li> <li>- <i>Plasmiodiophora brassicae</i></li> <li>- <i>Sclerotinia</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier les tospovirus</p>
<i>Capsicum annuum</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- <i>Leptinotarsa decemlineata</i></li> <li>- <i>Ostrinia nubilalis</i></li> <li>- <i>Phthorimaea operculella</i></li> <li>- Tetranychidae</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Leveillula taurica</i></li> <li>- <i>Pyrenochaeta lycopersici</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Phytophthora capsici</i></li> <li>- <i>Verticillium albo atrum</i></li> <li>- <i>Verticillium dahliae</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier les virus de la mosaïque du concombre, de la tomate et du tabac et le virus de la maladie des taches annulaires (mild mottle) du poivron.</p>

<i>Cichorium endivia</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aphididae</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Botrytis cinerea</i></li> <li>- <i>Erysiphe cichoriacearum</i></li> <li>- <i>Sclerotinia</i> spp</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier la jaunisse de la betterave et la mosaïque de la laitue</p>
<i>Cichorium intybus</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Napomyza cichorii</i></li> <li>- <i>Apion assimile</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Erwinia carotovora</i></li> <li>- <i>Erwinia chrysanthemi</i></li> <li>- <i>Pseudomonas marginalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Phoma exigua</i></li> <li>- <i>Phytophthora erythroseptica</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Sclerotinia sclerotiorum</i></li> </ul>
<i>Citrullus lanatus</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Polyphagotarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Colletotrichum lagenarium</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus 2 de la mosaïque de la pastèque.</p>
<i>Cucumis melo</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Polyphagotarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>lachrymans</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Colletotrichum lagenarium</i></li> <li>- <i>Fusarium</i> spp.</li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Sphaerotheca fuliginea</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la maladie des taches annulaires vertes du concombre, le virus de la mosaïque du concombre et le virus de la mosaïque de la courge</p>

<i>Cucumis sativus</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Delia platura</i></li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Polyphagotarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>lachrymans</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Fusarium</i> spp.</li> <li>- <i>Phytophthora</i> spp.</li> <li>- <i>Pseudoperonospora cubensis</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Rhizoctonia</i> spp.</li> <li>- <i>Sphaerotheca fuliginea</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous</p>
<i>Cucurbita maxima</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Polyphagotarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous</p>
<i>Cucurbita pepo</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Polyphagotarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>lachrymans</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Fusarium</i> spp.</li> <li>- <i>Sphaerotheca fuliginea</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la mosaïque du concombre, les virus de la mosaïque de la courge, le virus de la mosaïque jaune des Courgettes et les tospovirus</p>

<p><i>Cynara cardunculus</i> et <i>Cynara scolymus</i></p>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- Thysanoptera</li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Bremia lactucae</i></li> <li>- <i>Leveillula taurica</i> f.sp.<i>cynara</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Rhizoctonia solani</i></li> <li>- <i>Sclerotium rolfsii</i></li> <li>- <i>Sclerotinia sclerotiorum</i></li> <li>- <i>Verticillium dahliae</i></li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous</p>
<p><i>Foeniculum vulgare</i></p>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- Thysanoptera</li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Erwinia carotovora</i> subsp. <i>carotovora</i></li> <li>- <i>Pseudomonas marginalis</i> pv.<i>marginalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Cercospora foeniculi</i></li> <li>- <i>Phytophthora syringae</i></li> <li>- <i>Sclerotinia</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Virus de la mosaïque du céleri</p>
<p><i>Lactuca sativa</i></p>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp</li> <li>- Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Botrytis cinerea</i></li> <li>- <i>Bremia lactucae</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier "la grosse nervure" , le virus de la mosaïque et la maladie des taches annulaires de la laitue</p>



<i>Lycopersicon lycopersicum</i>	<p><b>Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aphididae</li> <li>- Aleurodidae</li> <li>- <i>Hauptidia maroccana</i></li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- <i>Tetranychus</i> spp.</li> <li>- Thysanoptera , en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> <li>- <i>Vasates lycopersici</i></li> </ul> <p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>tomato</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Alternaria solani</i></li> <li>- <i>Cladosporium fulvum</i></li> <li>- <i>Colletotrichum coccoides</i></li> <li>- <i>Didymella lycopersici</i></li> <li>- <i>Fusarium oxysporum</i></li> <li>- <i>Leveillula taurica</i></li> <li>- <i>Phytophthora nicotianae</i></li> <li>- <i>Pyrenochaeta lycopersici</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Rhizoctonia solani</i></li> <li>- <i>Sclerotinia sclerotiorum</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier les virus de la mosaïque du concombre, du tabac et de la tomate, les virus X et Y de la pomme de terre et le virus de la frisolée jaune de la tomate</p>
<i>Rheum</i> spp.	<p><b>Bactéries</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Agrobacterium tumefaciens</i></li> <li>- <i>Erwinia rhapontici</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Armillariella mellea</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier le virus de la mosaïque de l'arabis et le virus de la mosaïque du navet .</p>
<i>Solanum melongena</i>	<p><b>Insectes ,acariens et nématodes à tous les stades de leur développement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aleurodidae</li> <li>- Aphididae</li> <li>- <i>Hemitarsonemus latus</i></li> <li>- <i>Leptinotarsa decemlineata</i></li> <li>- <i>Meloidogyne</i> spp.</li> <li>- Tetranychidae</li> <li>-Thysanoptera, en particulier <i>Frankliniella occidentalis</i></li> </ul> <p><b>Champignons</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Fusarium</i> spp.</li> <li>- <i>Leveillula taurica</i> f.sp. <i>cynara</i></li> <li>- <i>Rhizoctonia solani</i></li> <li>- <i>Pythium</i> spp.</li> <li>- <i>Sclerotinia sclerotiorum</i></li> <li>- <i>Verticillium</i> spp.</li> </ul> <p><b>Virus et organismes similaires</b></p> <p>Tous, en particulier les virus de la mosaïque du concombre, de l'aubergine et du tabac et le virus Y de la pomme de terre.</p>

## **ANNEXE 6 :**

# **Liste des principaux produits désinfectants utilisables en serres**

**LISTE DES PRINCIPAUX PRODUITS DESINFECTANTS UTILISABLES EN SERRES (1/2)**

ANTI-VIRUS / MYCOPLASMES						
SPECIALITE COMMERCIALE	Substances(s) active(s)	Usages autorisés	Dose homologuée			Remarques
			Virucide	Bactéricide	Fongicide	
AGRIGERM 2000	chlorure de didécyl diméthyl ammonium	Serres et abris	3%	0,75%	0,50%	Légèrement supérieur au DESOGERME 3 A VEGETAUX Utilisable pour les pédiluves
	formaldéhyde	Matériel de récolte	3%	0,75%	0,50%	
	glutaraldéhyde	Parois des loc. de stock.	3%	0,75%	0,50%	
	glyoxal	Matériel de stockage		0,75%	0,50%	
		Matériel de transport		0,75%	0,50%	
BACTIPAL DB	acide acétique	Locaux de stockage	1%	0,25%	2,00%	
	acide peracétique peroxyde d'hydrogène	Matériel de transport	1%	0,25%	2,00%	
DESOGERME MICROSERRE	chlorure d'alkyl diméthyl benzyl ammonium	Serres et abris	2%	0,50%	1%	
	chlorure de didécyl diméthyl ammonium	Matériel de récolte		0,25%		
	glutaraldéhyde	Matériel de transport		0,25%		
		Locaux de stockage		0,25%		
DIVOSAN MH	chlorure d'iode	Locaux de stockage	0,50%	0,25%	0,25%	Déconseillé sur serre
		Matériel de transport	0,50%	0,25%	0,25%	
		Matériel de stockage			0,25%	
HORTINET	bromure de lauryl diméthyl benzyl ammonium	Serres et abris	2%	1 L/HL	—	Propriétés algicides
	chlorophylline (sels cuprosodiques) glutaraldéhyde	Locaux de stockage		1 L/HL	1 L/HL	Phytotoxicité par contact direct
JAPUR	acide acétique	Locaux de stockage	7,50%	0,05%	1,00%	Corrosif
	peroxyde d'hydrogène	Matériel de récolte	7,50%	0,05%	1,00%	
	peroxyde d'hydrogène	Matériel de stockage	7,50%	0,05%	1,00%	
		Matériel de transport	7,50%	0,05%	1,00%	
		Serres et abris		1,00%	0,50%	
		Parois des loc. de stock.		0,05%	1,00%	
		Sacs et emballages vides		0,05%	0,50%	
M § ENNO FLORADES VERT	acide benzoïque	Serres et abris	*	1%	1%	* : Voir particularités d'emploi Biodégradable dans le sol, déconseillé en pédiluve.  Egalement efficace sur les outils. A préférer au VIRKON pour serres et brais
OXYGAL COMPACT	acide peracétique	Locaux de stockage	2,50%	0,05%	2,00%	
	peroxyde d'hydrogène	Matériel de récolte	2,50%	0,05%	2,00%	
		Matériel de stockage	2,50%	0,05%	2,00%	
		Matériel de transport	2,50%	0,05%	2,00%	
PROXITANE 1 PW	acide acétique	Locaux de stockage	10,00%	0,75%	5,00%	
	acide peracétique	Matériel de récolte	10,00%	0,75%	5,00%	
	peroxyde d'hydrogène	Matériel de stockage	10,00%	0,75%	5,00%	
		Matériel de transport	10,00%	0,75%	5,00%	
		Parois des loc. de stock.		0,75%	5,00%	
		Sacs et emballages vides		0,75%	5,00%	
VIRKON	acide malique	Serres et abris	0,5 L/HL	1 L/HL	1 L/HL	Stable 48 h en pédiluve Efficace sur les outils
	acide sulfamique monopersulfate de potassium					

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Comité 04/2002) ; SPV-GNIS / FNPHP (Bulletin n° 2001 - 4)



Groupement  
National  
Interprofessionnel  
des semences et plants



**LISTE DES PRINCIPAUX PRODUITS DESINFECTANTS UTILISABLES EN SERRES (2/2)**

<b>AUTRES : BACTERICIDE / FONGICIDE</b>					
<b>SPECIALITE COMMERCIALE</b>	<b>Substances(s) active(s)</b>	<b>Usages autorisés</b>	<b>Bactéricide</b>	<b>Fongicide</b>	<b>Remarques</b>
<b>CELLVIR</b>	acide peracetique peroxyde d'hydrogene	Locaux de stockage Matériel de récolte Matériel de stockage Matériel de transport Parois des loc. de stock. Sacs et emballages vides	0,10% 0,10% 0,10% 0,10% 0,10% 0,10%	2,00% 2,00% 2,00% 2,00% 2,00%	Identique au JAPUR
<b>DESOGERM 3A VEGETAUX</b>	chlorure de didecyl dimethyl ammonium formaldehyde glutaraldehyde glyoxal	Locaux de stockage Matériel de récolte Matériel de stockage Matériel de transport Serres et abris	0,50% 0,50% 0,50% 0,50% 0,50%	1% 1% 1% 1% 1%	Propriétés algicides Utilisable pour les pédiluves Bonne rémanence <b>Phytotoxicité par contact direct</b> <b>Préférer phenoseptyl</b>
<b>HORTISEPTYL POV</b>	bromure de lauryl dimethyl benzyl ammonium	Locaux de stockage Matériel de récolte Matériel de transport Serres et abris	1 L/HL 1 L/HL 1 L/HL 1 L/HL	1 L/HL	Propriétés algicides
<b>JAVEL</b>	chlore		Oui	Faible	Utilisation : outils, structures, plateaux, pots (non poreux)  <b>Inhibition par la matière organique - Phytotoxicité par contact direct et par dégagement gazeux</b>
<b>M ET ENNO FORTE</b>	chlorure de didecyl dimethyl ammonium	Locaux de stockage	1 L/HL	1 L/HL	<b>Propriétés algicides. Inhibition par la matière organique. Phytotoxicité par contact direct</b>
<b>M ET ENNO QUICK</b>	chlorures n-alkyl dimethyl benzyl ammonium isopropanol	Matériel de récolte Matériel de stockage	sans dose 100%	sans dose 100%	
<b>PHENOSEPTYL POV</b>	ortho phenyl phenol	Serres et abris	0,50%	0,50%	<b>Meilleure efficacité que HORTYSEPTYL</b>  <b>Propriétés algicides Phytotoxicité par contact direct</b> <b>Utilisation : pédiluves- Irritant. Risque important sur l'environnement</b>
<b>PROXITANE AHC SERRES ET ABRIS</b>	acide acetique acide peracetique peroxyde d'hydrogene	Serres et abris	0,05%	1,00%	<b>Corrosif</b> <b>Identique au JAPUR</b>
<b>SERNET</b>	lauryl sulfate de sodium ortho benzyl para chlorophenol ortho phenyl phenol  p-amyl phenate de sodium	Serres et abris	0,40%	0,40%	Propriétés algicides Utilisation : pédiluves <b>Phytotoxicité par contact direct</b>  <b>Irritant. Risque important sur l'environnement</b>
<b>SICACID</b>	bromure de lauryl dimethyl benzyl ammonium glutaraldehyde	Locaux de stockage Matériel de récolte Matériel de stockage Matériel de transport Serres et abris	0,50% 0,50% 0,50% 0,50% 0,25%	0,50% 0,50% 0,50% 0,50% 1,00%	
<b>TH4 PLUS</b>	chlorure d'octyldecyldimethyl ammonium chlorure de didecyl dimethyl ammonium chlorure de dioctyldimethyl ammonium chlorures n-alkyl dimethyl benzyl ammonium glutaraldéhyde	Locaux de stockage Serres et abris		1% 0,50%	Excellent bactéricide <b>Phytotoxicité par contact direct</b>
<b>Divers produits</b>		Désinfection des mains	Oui	souhaité	Sous forme de savons liquides

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Comité 04/2002) ; SPV-GNIS / FNPHP (Bulletin n° 2001 - 4)



Groupement  
National  
Interprofessionnel  
des semences et plants



**ANNEXE 7 :**

**LUTTE CHIMIQUE CONTRE LES RAVAGEURS  
ET  
MALADIES PRESENTS SUR PLANTS MARAICHERS**

## TABLEAUX DE PROTECTION PHYTOSANITAIRE CONTRE LES RAVAGEURS ET MALADIES PRESENTS SUR PLANTS MARAICHERS



Groupement  
National  
Interprofessionnel  
des semences et plants



### Remarques générales

- **Toujours s'assurer que les produits utilisés sont homologués sur les cultures à traiter**
- Veiller à la protection de l'applicateur
- **Pour la production de plants destinés aux cultures en Protection Biologique Intégrée, consulter la FDGDON pour le choix des produits**
- Insecticides, acaricides et fongicides sur feuillage : attendre au moins 1 semaine après la levée pour appliquer le premier traitement
- Traiter de préférence en fin de soirée
- Après traitement, attendre au minimum 1 heure avant arrosage
- Alternier les familles chimiques de produit (a,b, c, d...)
- Suivre les recommandations du fabricant

**Tableau 1 : Traitements préventifs**

Ravageur ou maladie	Produit commercial	Matière active et famille chimique	Remarques
<b>Acariens</b> <i>Araignées rouges</i> <i>Tarsonèmes</i> <i>Acariose bronzée</i>	Vertimec Torque S Techn'acid Kelthane (différentes formulations) Orytis	abamectin (a) fenbutatin oxyde (b) cyhèxatin (c) dicofol (d)  acrinathrine (e)	<b>Prévoir 1 traitement tous les 7 jours</b>  <b>Orytis : uniquement sur araignées rouges</b>
	Vertimec Orytis Dicarzol 200	abamectin (a) acrinathrine (b) formétanate (c)	<b>Prévoir 1 traitement tous les 7 jours</b>
<b>Fonte des semis</b>	Prévicur N Cryptonol Pomarsol	propamocarbe HCl (a) oxyquinoléine (b) thirame (c)	<b>Prévoir 1 seul traitement dès la levée</b>  <b>Pomarsol en traitement de semences uniquement.</b>
<b>Mildiou</b>	Orzin légumes Dithane M 45	chlorothalonil (a) mancozèbe (b)	<b>Sur choux</b> <b>Prévoir 1 traitement tous les 7 jours</b>
	Pulsan* Fulvax Dithane M45	cymoxanil + mancozèbe +oxadixyl (a) cymoxanil + mancozèbe (a) mancozèbe (b)	<b>Sur laitue</b> <b>Prévoir 1 traitement tous les 7 jours</b>
	Ortiva	azoxystrobine	<b>Sur cucurbitacées et solanacées</b> <b>Prévoir un traitement tous les 7 jours</b>

Document validé le 11/06/03

*\* Interdit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004*

**Tableau 2 : Traitements curatifs**

Ravageur ou maladie	Produit commercial	Matière active et famille chimique	Remarques
<b>Pucerons</b> Vecteurs de viroses sur Cucurbitacées	Plenum 25 WP Pirimor G Techn'ufan Klartan Karaté vert	pymétrozine (a) pyrimicarbe (b) endosulfan (c) tau-fluvalinate (d) lambda-cyalométhrine (d)	<b>Traitement si présence du ravageur</b>  Contrôle : panneaux englués jaunes, détection des foyers
<b>Aleurodes</b> Vecteurs de viroses des tomates	Admiral (contre larves) Isathrine * (larves, adultes) Plenum 25 WP	pyriproxifène (a) bioresméthrine (b) pymétrozine (c)	<b>Traitement si présence du ravageur</b>  Contrôle : panneaux englués jaunes, présence d'adultes sur jeunes feuilles
<b>Mouches mineuses</b>	Trigard 75 WP Vertimec	cyromazine (a) abamectin (b)	<b>Traitement si présence du ravageur</b>  Contrôle : panneaux englués jaunes, piqûres de ponte, présence d'adulte, mines sur feuilles
<b>Chenilles</b>	Batik, Bactospéine, Bactura... Klartan Lannate	<i>Bacillus thuringiensis</i> (a) tau-fluvalinate (b) méthomyl (c)	<b>Traitement si présence du ravageur</b>  Contrôle : dégâts sur feuilles



**Document validé le 11/06/03**

\* Interdit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004